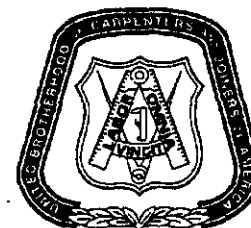


CONSTITUTION

DE LA

FRATERNITÉ UNIE DES CHARPENTERS MENUISIERS D'AMÉRIQUE

**ET LES RÈGLEMENTS DES ORGANISMES
SUBORDONNÉS SOUS SA JURIDICTION**



Établie le 12 août 1881

Constitution telle qu'amendée
lors du 39^e congrès général
et entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2006

ORDRE DU JOUR

1. Appel à l'ordre.
2. Gardien, veillez à la porte.
3. Conducteur, vérifiez le mot de passe.
4. Salut au drapeau.
5. Appel des officiers par le secrétaire archiviste.
6. Lecture du procès-verbal.
7. Rapport des nouveaux membres initiés ou transférés depuis la dernière assemblée.
8. Communications et factures.
9. Rapports d'accidents, de maladie ou de décès.
10. Appropriations d'argent (directives de payer les factures).
11. Lecture par le président des reçus du secrétaire-trésorier général pour les sommes envoyées au siège social (et de ceux des conseils de district s'il y a lieu).
12. Élection et installation des officiers.
13. Rapports des officiers, délégués et comités.
14. Bien-être.
15. Y-a-t'il des membres sans travail?
16. Est-ce que quelqu'un sait où un membre pourrait se trouver du travail?
17. Affaires en suspens.
18. Nouvelles affaires.
19. Recettes et dépenses détaillées (à être lues par les secrétaires)
20. Ajournement

TABLE DES MATIÈRES

	Section	Page
NOM DE L'ORGANISATION	1	3
OBJECTIFS	2	3
PRINCIPES	3	4
SIÈGE SOCIAL	4	6
AFFILIATIONS	5	6
JURIDICTION	6	6
AUTONOMIE DE MÉTIER	7	8
STATUS	8	10
OFFICIERS GÉNÉRAUX ET ÉLECTIONS	9	10
PRÉSIDENT GÉNÉRAL	10	13
VICE-PRÉSIDENT GÉNÉRAL	11	16
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER GÉNÉRAL	12	17
CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL	13	19
COMITÉ DES SYNDICS	14	21
FOURNITURES POUR UNIONS LOCALES	15	26
REVENU	12	26
CONGRÈS GÉNÉRAL	17	27
RÈGLES DE PROCÉDURE	18	30
DEVOIRS DES OFFICIERS AU CONGRÈS	19	30
-PRÉSIDENT GÉNÉRAL	20	30
-SECRÉTAIRE-TRÉSORIER GÉNÉRAL	21	31
-CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL	22	31
-COMITÉ DES SYNDICS	23	31
-PÉRIODE COUVERTE PAR LES RAPPORTS	24	31
JURIDICTION ET POUVOIRS DES UNIONS LOCALES	25	31
JURIDICTION ET POUVOIRS DES CONSEILS DE DISTRICT ET RÉGIONAUX	26	33
JURIDICTION DES CONSEILS D'ÉTAT ET PROVINCIAUX	27	36
JURIDICTION DES UNIONS AUXILIAIRES	28	38
ADMISSION DES UNIONS LOCALES	29	38
UNIONS LOCALES ET CONSEILS SUSPENDUS OU PÉRIMÉS	30	38
MISES EN CANDIDATURE, ÉLECTIONS ET NOMINATIONS DANS LES ORGANISMES SUBORDONNÉS	31	39
POSTES VACANTS DANS LES UNIONS LOCALES ET DANS LES CONSEILS	32	45

	Section	Page
FONCTIONS DU PRÉSIDENT D'UNION LOCALE	33	46
FONCTIONS DU VICE-PRÉSIDENT D'UNION LOCALE	34	47
FONCTIONS DU SECRÉTAIRE-ARCHIVISTE D'UNION LOCALE	35	48
FONCTIONS DU SECRÉTAIRE FINANCIER D'UNION LOCALE	36	48
FONCTIONS DU TRÉSORIER D'UNION LOCALE	37	49
FONCTIONS DU CONDUCTEUR D'UNION LOCALE	38	50
FONCTIONS DU GARDIEN D'UNION LOCALE	39	51
FONCTIONS DES SYNDICS D'UNION LOCALE	40	51
FONCTIONS DES COMITÉS D'UNION LOCALE	41	52
CONDITIONS REQUISES POUR DEVENIR MEMBRE	42	53
APPRENTISSAGE	43	55
ADMISSION DES MEMBRES	44	56
FINANCES ET COTISATIONS	45	60
TRANSFERTS	46	67
DÉMISSION DES MEMBRES	47	70
MEMBRES AYANT DROIT AUX DONS FUNÉRAIRES	48	72
DEMANDE DON FUNÉRAIRE	49	74
COTISATIONS RÉDUITES	50	75
INFRACTIONS ET PÉNALITÉS	51	75
ACCUSATIONS ET PROCÈS	52	78
APPELS ET GRIEFS	53	85
FONDS DES UNIONS LOCALES	54	89
GRÈVES GÉNÉRALES ET LOCK-OUT	55	91
ÉTIQUETTE DE FABRICATION SYNDICALE	56	92
AMENDEMENTS	57	96
BIENS	58	98
RÉGIME DE RETRAITE	59	99
CODIFICATION	60	99
DÉCISIONS PERMANENTES DU CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL		100
RÈGLES PARLEMENTAIRES		101
ENGAGEMENT		106
CÉRÉMONIE D'INSTALLATION		108

NOM DE L'ORGANISATION

A Section 1. Cette organisation portera le nom de Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique, et sera formée d'un nombre illimité d'unions locales, de conseils et de membres soumis à ses statuts et à ses coutumes, et elle ne pourra être dissoute tant que trois (3) unions locales s'y opposeront.

B Les abréviations suivantes, lorsqu'elles sont utilisées à l'intérieur de la Fraternité unie, signifient:

F.U., F.U.C., Fraternité unie : Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique

C.E.G. : Conseil exécutif général

C.S. : Comité des syndicats

C.E. : Conseil d'état

C.P. : Conseil provincial

C.D. : Conseil de district

C.R. : Conseil régional

P.G. : Président général

V.-P.G. : Vice-président général

S.-T.G. : Secrétaire-trésorier général

V.-P. D. : Vice-président de district

U.L. : Union locale

S.A. : Secrétaire-archiviste

S.F. : Secrétaire financier

S.S. : Siège social

A.A. : Agent d'affaires

OBJECTIFS

Section 2. Les objectifs de la Fraternité unie sont: de syndiquer les travailleurs et travailleuses, d'encourager un système d'apprentissage et un niveau de compétences plus élevé, de développer, d'améliorer et d'appliquer les programmes et standards en matière de santé et sécurité au travail, de cultiver l'amitié, de développer de bonnes relations publiques dans la communauté, de

s'entraider dans la recherche de l'emploi, de réduire les heures journalières de travail, d'assurer une rémunération adéquate pour notre travail, d'établir un jour de paie hebdomadaire, de promouvoir l'établissement de régimes d'avantages sociaux pour nos membres par l'entremise de la négociation collective, de coordonner la négociation pour éviter la concurrence basée sur les salaires et, par des moyens légaux et corrects, d'élever la condition morale, intellectuelle et sociale de tous nos membres et d'améliorer le métier de toutes les façons possibles.

NOS PRINCIPES

Section 3. En tant qu'organisme, nous promettons notre appui total aux objectifs de l'American Federation of Labour and Congress of Industrial Organizations, et du Congrès du travail du Canada, qui sont en accord avec les buts, les principes, la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

FABRICATION SYNDICALE

Les membres de cette organisation devraient se faire un devoir, lorsqu'ils font des achats, de privilégier les biens affichant l'étiquette de fabrication syndicale et les services fournis par des syndiqués, ainsi que traiter avec les entreprises et les particuliers qui respectent les principes et objectifs du mouvement syndical et y font honneur.

LÉGISLATION OUVRIÈRE

Il est d'une importance capitale que les membres puissent voter de façon informée. Conséquemment, les membres de la Fraternité unie doivent s'efforcer de faire adopter des lois qui favorisent ceux et celles qui produisent la richesse du pays et toutes discussions ou résolutions à cet effet seront admises lors d'une assemblée régulière.

FÊTE DU TRAVAIL

Les travailleurs et travailleuses des États-Unis et du Canada sont honorés, chaque année, à l'occasion de la fête du Travail. La

fête du Travail revêt une signification spéciale pour les membres de la Fraternité unie du fait que Peter J. McGuire, le père de la fête du Travail, était un officier général de la Fraternité unie. Conséquemment, nous encourageons chaque membre et chaque organisme subordonné de la Fraternité unie d'observer la fête du Travail d'une façon appropriée à ses objectifs, et nous incitons chaque membre à prendre part, aussi pleinement que possible, aux activités de la fête du Travail auxquelles son union locale participe.

TRAVAIL CONSCIENCIEUX

Nous tenons comme sacré, le principe que, plus que tous les autres travailleurs et travailleuses, ceux et celles qui sont syndiqués donnent l'exemple en tant que travailleurs compétents et consciencieux, accomplissant leurs tâches envers leurs employeurs d'une façon qui les honore personnellement ainsi que leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la pratique d'établir diverses catégories de travailleurs et travailleuses qualifiés.

HEURES DE TRAVAIL RÉDUITES

Nous croyons qu'une réduction des heures de travail journalières contribue au développement de l'intelligence et au bonheur des travailleurs et travailleuses et, de plus, accroît la demande de travail ainsi que le revenu d'un jour de travail. Nous préconisons l'adoption d'une semaine de cinq jours et de trente heures de travail et nous incitons toutes les unions locales à mettre ce principe en application le plus tôt possible.

AUTRES INTÉRÊTS

Nous reconnaissons que les intérêts de tous les travailleurs et travailleuses sont les mêmes, indépendamment de l'occupation, du sexe, de la nationalité, de la religion ou de la couleur, car une injustice envers l'un d'entre nous est une injustice envers tous. Nous nous opposons au travail à contrat dans les prisons, car cette pratique place le criminel en concurrence avec les travailleurs et

travailleuses honorables dans le but de réduire les salaires et contribue à surcharger le marché du travail.

SIÈGE SOCIAL INTERNATIONAL

Section 4. Le siège social international de la Fraternité unie est situé à Washington, D.C.

AFFILIATIONS

Section 5. La Fraternité étant affiliée, en tant qu'organisme international, à l'AFL-CIO et au Congrès du travail du Canada, il est du devoir des unions locales - moyennant approbation de leur conseil respectif -, ainsi que des conseils locaux de s'affilier aux organismes nationaux, d'état ou provinciaux appropriés de l'AFL-CIO et du Congrès du travail du Canada. La taxe à l'AFL-CIO et au Congrès du travail du Canada sera payée directement par le siège social. Les unions locales, moyennant approbation de leur conseil respectif, et les conseils locaux devront s'affilier aux conseils provinciaux, d'état ou locaux du Département des métiers de la construction là où ces organismes existent.

Le conseil exécutif général peut affilier ou désaffilier la Fraternité unie de toute coalition, fédération ou autre organisation de groupes de travail si le conseil détermine qu'une telle affiliation ou désaffiliation est dans le meilleur intérêt de la Fraternité unie et de ses membres.

JURIDICTION

A Section 6. La juridiction de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique inclura tous les champs d'activité du métier de charpentier et de menuisier, le secteur industriel, et tout genre de travail effectué par un membre de la Fraternité unie. La Fraternité unie pourra, en tant qu'organisme international, établir et émettre des chartes créant des unions locales ou auxiliaires, et des conseils de district, régionaux, industriels, d'état et provinciaux dans tous les

champs d'activité du métier, et ses mandats devront être suivis et respectés en tout temps.

Vu les développements technologiques et la diversification de l'industrie, aucune catégorie d'emploi ne sera exclue de la juridiction de la Fraternité unie, que cette catégorie d'emploi soit ou non spécifiquement définie à la Section 7.

La Fraternité unie, avec le consentement des unions locales et des conseils directement impliqués, ou à la discrétion du président général lorsqu'il juge en être de l'intérêt de la Fraternité unie et de ses membres au niveau local ou général, sujet à appel auprès du conseil exécutif général, est investie du pouvoir d'établir ou de dissoudre toute union locale ou conseil, de fusionner ou de consolider les unions locales ou les conseils, d'établir ou de modifier la juridiction géographique ou de métier de toute union locale ou conseil, de créer des conseils ainsi que de permettre, de proscrire ou d'exiger l'affiliation ou la désaffiliation de toute union locale à tout conseil, y compris le droit d'établir des unions locales ou des conseils ayant juridiction sur des subdivisions ou des secteurs précis du métier, sur une base d'état, provinciale ou régionale. Les membres conserveront leurs droits acquis et, lorsqu'une telle action est prise, le président général et le conseil exécutif général préserveront les droits des membres reliés à leur appartenance aux unions locales affectées, incluant le droit d'assister et de participer aux assemblées, de voter, de soumettre une candidature, d'être mis en candidature et d'être candidat. En rapport à ce qui précède, le président général, s'il le juge opportun, après avoir dûment avisé les unions locales ou les conseils directement impliqués, pourra nommer un comité pour tenir des audiences, découvrir les faits et faire des recommandations.

B La Fraternité unie, en tant qu'organisme international, se réserve le droit de régler et de résoudre toutes les questions relatives aux divers secteurs et subdivisions du métier. Le président général peut désigner des subdivisions du métier et peut fournir tout

le soutien jugé approprié pour l'avancement des intérêts de la Fraternité unie et de ses membres dans ces subdivisions de métier.

C Le droit d'adopter des règlements appropriés, qui ne sont pas en conflit avec les statuts de l'organisme international, pour les unions locales et les conseils de district, régionaux, industriels, d'état ou provinciaux, est cédé aux unions locales ou auxiliaires, conseils de district, d'état ou provinciaux subordonnés.

D La Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique aura le droit de mettre sous tutelle et de diriger les affaires d'un organisme subordonné (incluant le retrait d'un ou de tous les officiers de cet organisme subordonné) afin de remédier à des irrégularités financières, d'assurer le bon fonctionnement des conventions collectives et la responsabilité de l'organisme subordonné en tant qu'agent négociateur, de protéger les intérêts et les droits des membres, ou dans les cas où les affaires d'un organisme subordonné sont conduites de façon à nuire au bien-être des membres et aux meilleurs intérêts de la Fraternité unie; cette intervention est cependant assujettie aux dispositions du paragraphe H de la section 10. Le pouvoir ici donné à la Fraternité unie inclut celui de mise en tutelle pour prévenir la sécession ou la désaffiliation d'un organisme ou d'organismes subordonnés.

E La Fraternité unie promulguera et appliquera les règlements régissant son gouvernement, celui des unions locales et auxiliaires, des conseils de district, régionaux, industriels, d'état et provinciaux ainsi que de ses membres.

AUTONOMIE DE MÉTIER

A Section 7. L'autonomie générale de métier de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique, en constante évolution, comprend principalement, mais n'est pas restreinte, aux travaux consistant à usiner, façonner, joindre, assembler, ériger, attacher ou

démonter tout matériau de bois, de plastique, de métal, de fibre, de liège et de composé, et tout autre matériau de remplacement, de même que la manipulation, le nettoyage, l'érection, l'installation, la réparation, la rénovation, l'entretien et le démontage de machinerie, équipement et matériaux utilisés par les membres de la Fraternité unie.

B Par conséquent, notre réclamation de juridiction couvre tous les genres de travail effectué par les membres de la Fraternité unie et inclut, sans être restreinte, les classifications suivantes: charpentiers et menuisiers; mécaniciens de chantier; enfonceurs de pilotis, charpentiers de ponts, de quais et de jetées, plongeurs, poseurs d'éтанçons, bûcherons et foreurs; charpentiers de chantier naval, constructeurs de bateaux, charpentiers, menuisiers et poseurs de calfats de navires; ébénistes, ouvriers d'atelier, constructeurs d'escaliers, ouvriers d'usine, poseurs de planchers de bois et de revêtements souples; poseurs de tapis; poseurs de bardeaux et de revêtements extérieurs; poseurs d'isolants; poseurs de panneaux muraux et acoustiques; poseurs d'étais et déménageurs de maisons; bûcherons, travailleurs en forêt et de scierie; travailleurs de l'industrie du meuble; travailleurs de roseaux et de rotin; tisseurs de bardeaux; fabricants de cercueils; fabricants de boîtes, charpentiers de chemins de fer et de wagons; travailleurs d'expositions, spectacles et étalages; et poseurs de lattes peu importe le matériau utilisé; ainsi que les travailleurs du secteur public, de la santé, de l'industrie du marbre et du terrazo et de l'industrie aérospatiale; et tous ceux qui travaillent à l'opération de la machinerie à travailler le bois ou autre machinerie requise pour façonner, usiner ou fabriquer les produits servant à pratiquer notre métier, ou travaillant comme aides à toutes les divisions ou subdivisions ci-dessus mentionnées, et la manutention, l'érection et l'installation de matériaux dans les divisions et subdivisions ci-dessus mentionnées; ceux qui travaillent à brûler, souder, monter et utiliser tout instrument ou outil pour le traçage de plans reliés au métier; le montage et l'installation de tous

les matériaux utilisés dans la pose de lattes; et tout travail relié à la robotique, y compris mais non restreint à la mise en opération, la manipulation, l'installation, l'entretien, la programmation, et l'utilisation de tout robot stationnaire ou portatif, incluant l'utilisation de tous les robots utilisés dans toute industrie, y compris l'industrie nucléaire. Lorsque les mots «charpentiers» ou «menuisiers» seront employés, ils signifieront toutes les divisions et les subdivisions du métier.

STATUTS

A Section 8. La constitution de cette organisation renfermera les statuts généraux de la Fraternité unie et les règlements pour les organismes subordonnés sous sa juridiction. Les mots «constitution» et «constitution et statuts» auront la même signification. Dans la Constitution, la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes.

B La constitution et les statuts peuvent être amendés ou modifiés en conformité avec les dispositions de la Section 57, sauf dans les cas prévus à la Section 14A.

OFFICIERS GÉNÉRAUX ET ÉLECTIONS

A Section 9. Les officiers généraux de la Fraternité unie comprendront un président général, un vice-président général et un secrétaire-trésorier général, ainsi qu'un vice-président provenant de chaque district de la Fraternité unie, qui seront dégagés de toute responsabilité à l'intérieur de leur union locale respective.

B Les officiers généraux seront élus au congrès général à la pluralité des voix des délégués présents et votant au scrutin secret. Les mises en candidature auront lieu le troisième jour de la première semaine du congrès et l'élection sera tenue le quatrième jour de la première semaine du congrès.

C L'élection sera dirigée par un comité d'élection dont les membres seront nommés par le président général. Aucun candidat à un poste d'officier général ne sera éligible à siéger sur ce comité. Lorsque le décompte des votes est terminé, le comité d'élection devra faire rapport des noms des officiers généraux élus au président général; ce rapport sera communiqué au congrès et les élus occuperont leur poste pour un terme équivalent au plus tard de cinq (5) ans ou de la date où leurs successeurs sont dûment choisis et confirmés. Chaque officier nouvellement élu prêtera serment d'office lors du congrès général et entrera officiellement en fonction quarante-cinq (45) jours après l'élection, ou dans le cas d'un poste préalablement vacant, au moment où ce poste est devenu vacant.

D Afin d'être éligible à une mise en candidature ou à une élection à un poste d'officier général, un membre doit être présent lors de sa mise en candidature, ou dans l'antichambre pour affaires autorisées, ou s'il est parti pour affaires officielles, ou incapable à cause d'accident, de maladie ou autre raison majeure d'être présent, dans lequel cas le candidat soumettra une lettre d'acceptation s'il est mis en candidature; de même, un membre sera inéligible s'il ne gagne pas sa vie à oeuvrer dans une occupation incluse dans l'autonomie de métier de la Fraternité unie stipulée à la section 7, ou dans un emploi qui le rend éligible à devenir membre, ou s'il dépend de la profession pour gagner sa vie, ou est à l'emploi de l'organisation en tant qu'officier ou représentant à plein temps; pourvu de plus, que ceux étant membres à vie, apprentis, stagiaires ou employés en période d'essai ne sont pas éligibles. Pour être éligible, un membre doit avoir été en règle dans son union locale durant les douze (12) mois consécutifs et membre de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique durant les cinq (5) ans précédant immédiatement sa mise en candidature. Afin de se qualifier selon les présentes stipulations de la constitution et des statuts, le membre devra faire preuve de son éligibilité auprès du comité d'élection au moment de sa mise en candidature. Afin d'être éligible à une mise

en candidature ou une élection à un poste d'officier général, un membre doit remplir les exigences stipulées à la section 31D.

E Aucun officier général ou représentant de la Fraternité unie ne pourra être sujet à des accusations ou à un procès à l'intérieur d'une union locale ou d'un conseil de district.

F Lorsque des accusations sont portées contre un officier général ou un représentant du siège social de la Fraternité unie, le comité exécutif du conseil de district ou de l'union locale pourra rejeter ces accusations, ou elles pourront être soumises par le conseil de district ou par l'union locale à l'attention du conseil exécutif général. Le conseil exécutif général pourra faire enquête, tenir une audience et rejeter les accusations ou, dans le cas d'un officier général, s'il juge à la lumière de l'ensemble du dossier, que l'accusé a violé la constitution et les statuts, pourra réprimander ou, à la suite d'un vote majoritaire des deux tiers, recommander de suspendre l'officier de son poste. Aucun officier général ne pourra être mis à l'amende ou expulsé, et aucun officier général ne sera suspendu de son poste sauf à la suite d'un vote majoritaire des membres votant lors d'un scrutin général de la Fraternité unie conduit en conformité avec la constitution et les statuts; ce qui laisse toutefois au conseil exécutif général le loisir, à la suite d'un vote majoritaire des deux tiers, de suspendre l'accusé en attendant la détermination des accusations. Avant qu'un scrutin général soit tenu en conformité avec cette section, toutes les unions locales recevront une copie des accusations, un sommaire de la preuve et de la position des parties, ainsi qu'un rapport des conclusions et des recommandations du conseil exécutif général, s'il y en a, et le tout sera entièrement communiqué aux membres. Si un représentant est reconnu coupable d'accusations par le conseil exécutif général, ce dernier peut lui imposer une amende, le suspendre ou l'expulser et/ou le congédier. Ce pouvoir accordé au conseil n'aura pas préséance sur le pouvoir du président général de congédier un représentant.

PRÉSIDENT GÉNÉRAL

A Section 10. Le président général émettra et apposera sa signature à toutes les chartes, pourra accorder des dispenses en circonstances extraordinaires et, avec le consentement de la majorité du conseil exécutif général, pourra combler tout poste vacant au sein des officiers généraux. Le président général pourra nommer un membre en tant que représentant afin de l'aider dans la conduite des affaires de la Fraternité unie. Ce représentant devra posséder les mêmes qualifications requises des officiers généraux. À la demande du président général, le représentant aidera et conseillera les officiers et les agents d'affaires des unions locales et des conseils. De plus, il accomplira toutes les autres tâches confiées par le président général. La rémunération des représentants sera fixée par le président général.

B Le président général pourra, personnellement ou par mandataire, prendre possession, pour examen, sommairement lorsque nécessaire, de tous les livres, documents et autres registres, y compris tous les registres financiers, d'une union locale, d'un conseil ou d'un autre organisme subordonné, et ces documents demeureront en possession du président général, à l'intérieur du territoire de l'union locale, du conseil ou de l'organisme subordonné visé jusqu'à ce qu'un rapport complet soit fait et déposé. Lors de cet examen, un représentant de l'union locale, du conseil ou de l'organisme subordonné pourra être présent.

C Le président général peut émettre des chartes à des unions auxiliaires.

D Le président général peut autoriser la formation de clubs de retraités regroupant des membres à la retraite de la Fraternité unie ne travaillant plus dans le métier.

E Le président général nommera un comité permanent de surveillance financière composé de représentants d'unions locales et de conseils, et nommera aussi tous les autres comités, à moins de dispositions contraires. Tous les membres du comité de surveillance financière seront nommés pour un terme de trois ans et ne pourront servir pour des termes consécutifs. Le président général désignera un membre du comité de surveillance financière en tant que président du comité pour un terme d'un an et aucun membre ne pourra servir pour des termes consécutifs en tant que président du comité. La rémunération de tous les membres des comités sera régie par le conseil exécutif général.

F Le président général aura l'autorité de décider des points de loi, des griefs et des appels d'élections, conformément aux stipulations de la section 53G, sauf en ce qui concerne les dons funéraires. Tous les autres appels seront réglés par le comité d'appels établi à la section 53, à moins qu'il en soit autrement prévu. Le président général pourra suspendre, après l'avoir dûment avisé et tenu une audience, une union locale ou un conseil qui aurait enfreint la constitution et les statuts de la Fraternité unie, ou volontairement et directement violé la constitution et les statuts ou les principes de cette Fraternité unie, ou agi de façon à nuire à son bien-être, le tout pouvant être l'objet d'un appel auprès du conseil exécutif général par l'organisme subordonné concerné.

G Le président général veillera sur tous les intérêts de la Fraternité unie, accomplira toutes les autres tâches imposées par la constitution et les statuts de la Fraternité unie, pourra, en vertu de son poste, être délégué aux congrès de l'AFL-CIO et du Département des métiers de la construction et de tels autres départements de même nature auxquels est affiliée la Fraternité unie, fera un rapport trimestriel au conseil exécutif général et soumettra mensuellement, un compte-rendu détaillé de tous les montants déboursés par le président général au nom de la Fraternité unie.

H Lorsqu'il apparaît à la satisfaction du président général, qu'une union locale, un membre de celle-ci ou un conseil agit contrairement au bien-être de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique, ou qu'une tutelle sur la conduite des affaires d'un organisme subordonné telle que prévue à la section 6D devrait être imposée, le président général pourra nommer un comité pour tenir une audience, après avoir dûment avisé cet organisme subordonné ou ce membre. L'audience complétée, le comité fera rapport de ses découvertes et de ses recommandations au conseil exécutif général ainsi qu'au membre ou à l'organisme subordonné impliqué. Le conseil exécutif général est autorisé à prendre toutes les mesures correctes et nécessaires afin d'assurer le bien-être de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique, sujet toutefois, à appel lors du prochain congrès général, en autant que la section 53G le permette. Si le président général juge qu'il existe une situation d'urgence, il pourra nommer un représentant comme tuteur d'une union locale ou d'un conseil, en attendant la tenue d'une audience et la finalisation des procédures selon les dispositions de cette section.

I Lorsqu'une union locale ou auxiliaire, ou un conseil demande l'assistance du siège social international, le président général peut, avec le consentement du conseil exécutif général, conclure des ententes avec des employeurs, et l'union locale ou auxiliaire, ou le conseil impliqué(e) devra s'y conformer.

J Lorsque, de l'avis du président général, des organismes subordonnés ou des membres de ces derniers agissent à l'encontre des meilleurs intérêts de la Fraternité, ou de façon contraire à la constitution et aux statuts de la Fraternité unie, le président général aura le pouvoir d'ordonner la dissolution de cet organisme, sous peine de suspension.

K Le président général pourra accorder des dispenses dans tous les cas s'avérant bénéfiques à la Fraternité unie.

L Deux organismes subordonnés ne peuvent pas négocier la même convention collective avec un même employeur, mais si deux organismes subordonnés amorcent les négociations, le président général désignera l'unité de négociation appropriée de la Fraternité qui devra compléter les négociations.

M Le président général a le pouvoir de désigner des officiers et des délégués intérimaires pour les unions locales ou conseils nouvellement établis, regroupés ou fusionnés.

N Le président général a le pouvoir d'établir des normes relatives au système de traitement des adhésions à la Fraternité unie et aux autres outils informatiques et technologiques qui concernent les activités de la Fraternité unie; les unions locales et conseils affiliés à la Fraternité unie sont tenus de se conformer à ces normes.

O Le président général a le pouvoir de rejeter unilatéralement tout accord de compétence conclu par un organisme subordonné.

VICE-PRÉSIDENT GÉNÉRAL

A Section 11. Le vice-président général, sous la surveillance du président général, aidera ce dernier tel que demandé et, en vertu de son poste, sera délégué au congrès du Département des étiquettes syndicales et des métiers de service, AFL-CIO. Si le poste de président général devient vacant, le vice-président général deviendra le président général et assumera les fonctions de ce poste.

B Le vice-président général établira son bureau au siège social. Les fonctions du poste seront d'examiner et d'approuver ou désapprouver les règlements des unions locales et conseils. Le vice-président général sera responsable de l'étiquette de fabrication

syndicale et de sa distribution dont il tiendra compte dans ses dossiers, conformément avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie et, de plus, il gardera, pour le bénéfice du siège social, un registre de tous les ateliers, les usines et les manufactures syndiqués et non syndiqués, ainsi que de leurs salaires, heures et conditions de travail. Cette information sera mise à la disposition des unions locales, conseils, représentants, adjoints et agents d'affaires. Le vice-président général s'acquittera de toutes les autres tâches qui pourront lui être assignées par le président général. Si le poste de vice-président général devient vacant, le président général peut nommer un remplaçant parmi les membres, avec le consentement de la majorité du conseil exécutif général.

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER GÉNÉRAL

A Section 12. Le secrétaire-trésorier général s'acquittera des fonctions suivantes: conserver les dossiers, les lettres et les documents importants relatifs aux activités de la Fraternité unie; avoir la responsabilité de la correspondance officielle émanant du bureau; signer toutes les chartes, si ces dernières sont en bon ordre; avoir la garde du sceau de la Fraternité unie, et l'apposer aux documents officiels importants; maintenir un registre sur le statut de tous les membres de la Fraternité unie; recevoir les sommes d'argent provenant des unions locales et d'autres sources en portant ces sommes à leur crédit; déposer les fonds au nom de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique dans toute banque ou autre institution financière désignée par le conseil exécutif général; investir les fonds de la Fraternité unie conformément aux normes de placement approuvées par le conseil exécutif général; faire les décaissements voulus au titre des frais d'exploitation, des demandes de paiement et des factures arrivées à échéance ainsi que ceux autorisés par le conseil exécutif général conformément aux normes de décaissement approuvées par le conseil exécutif général, et en utilisant des chèques ou d'autres instruments de paiement de même nature portant sa signature accompagnée de celle du président

général, du vice-président général ou d'un représentant désigné par le président général et autorisé à contresigner des instruments de paiement par le conseil exécutif général; examiner et payer toutes les demandes de dons en conformité avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie; ordonner aux unions locales de fournir toute preuve et information requises pour déterminer le bien-fondé des réclamations de dons, et conserver, si nécessaire, ces preuves ou documents, mais, à la demande de l'union locale, remettre une copie de ces preuves et documents; tenir une juste comptabilité entre les unions locales et la Fraternité unie; aviser les unions locales, par courrier recommandé, d'arrérages de deux mois et ce, avant le quinzième jour du troisième mois; soumettre au conseil exécutif général, à sa réunion trimestrielle, un compte-rendu détaillé de toutes les sommes reçues et dépensées par la Fraternité unie au cours des trois mois précédents, et soumettre, pour inspection, toute la comptabilité et pièces justificatives reliées au poste de secrétaire-trésorier général, et remettre au conseil exécutif général, sur demande, la comptabilité et les pièces justificatives; s'acquitter de toute autre tâche assignée par le conseil exécutif général. Le secrétaire-trésorier général embauchera le personnel de soutien pour son bureau à des salaires raisonnables payables à même les fonds généraux. Il prêtera main-forte au président général pour l'exécution des tâches qui incombent au bureau de ce dernier et s'acquittera de toute autre tâche qu'il lui assignera. Lorsque le président général et le vice-président général doivent s'absenter du siège social, le secrétaire-trésorier général s'acquittera des fonctions du président général selon les directives de ce dernier ou, s'il n'y a pas de travail à effectuer pour le compte du bureau général, des tâches relatives à la Fraternité unie, toujours selon les directives du président général. Si le poste de secrétaire-trésorier général devient vacant, le président général peut nommer un remplaçant parmi les membres, avec le consentement de la majorité du conseil exécutif général.

B Le secrétaire-trésorier général publiera le magazine *The Carpenter* en accord avec l'échéancier décidé par le conseil exécutif général et en enverra un exemplaire, par la poste, au domicile de chaque membre; émettra, trimestriellement, un mot de passe général et, semestriellement, un mot de passe général pour les unions auxiliaires; publiera trimestriellement et fera parvenir au secrétaire de chaque union locale un rapport financier indiquant toutes les sommes reçues et payées; et compilera les informations relatives aux adresses et assemblées des unions locales et des conseils de district, compilation qui sera disponible à chaque union locale ou conseil.

C Le secrétaire-trésorier général veillera à l'impression de la constitution et des statuts de la Fraternité unie en anglais et en toute autre langue qu'approuvera le conseil exécutif général, et l'interprétation de la constitution et des statuts dans sa version anglaise régira la Fraternité unie.

D Le secrétaire-trésorier général produira un rapport annuel, et accomplira toutes les autres tâches requises par la constitution et les statuts de la Fraternité unie. Le secrétaire-trésorier général sera, en vertu de son poste, délégué aux congrès de l'AFL-CIO et du Département des métiers de la construction.

COMITÉ DES SYNDICS

A Section 13. Le président général, le vice-président général, le secrétaire-trésorier général et les six (6) vice-présidents de district constitueront, en vertu de leur poste, un comité des syndicats pour la gestion et le contrôle du siège social et des biens immobiliers de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique dans la ville de Washington, D.C. et ailleurs.

B En vertu de leurs postes, le président général assumera la présidence et le secrétaire-trésorier général sera le secrétaire du comité des syndicats, et ils devront garder un procès-verbal des réunions.

C Lors du congrès général, le comité des syndicats fera un rapport de toutes les transactions reliées au siège social et aux biens immobiliers de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique.

D Ce comité des syndicats autorisera le président général et le secrétaire général d'ordonner au trésorier général de payer toutes les dépenses légitimes reliées au siège social ou aux biens immobiliers, sujet à l'examen et l'approbation du comité en session.

E Les titres du siège social et des biens immobiliers actuellement détenus par la Fraternité unie ou pouvant être acquis plus tard, feront l'objet d'un acte conforme de passation en faveur du comité des syndicats et de leurs successeurs à ce poste, et ces titres seront gardés en fiducie par le comité des syndicats pour le seul usage, bénéfice et faveur de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique.

F Ce comité des syndicats aura la gérance et le contrôle de toutes les propriétés et pourra les vendre, les louer à court ou à long terme et les améliorer suivant les directives de la majorité des syndicats, mais ce conseil n'aura pas le droit de vendre, de céder ou d'hypothéquer le siège social ou le terrain sur lequel il est situé à moins que les conditions suivantes ne soient remplies : 1) on constitue un comité de surveillance composé des membres du comité permanent de contrôle des finances et de sept autres membres choisis parmi les officiers de la Fraternité unie ou les représentants de ses organismes subordonnés; 2) en sa qualité de fiduciaire, le comité de surveillance du siège social fait un examen

indépendant du projet de vente, de cession ou d'hypothèque et transmet ses recommandations par écrit au comité des syndicats; 3) le projet est approuvé par vote secret conjoint du comité des syndicats, du comité de contrôle des finances et des sept membres représentant les divers conseils et unions locales de la Fraternité unie, ou par vote majoritaire des membres de la Fraternité unie à l'occasion d'un référendum devant être tenu en conformité avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

G Toutes les dépenses légitimes reliées au siège social et aux biens immobiliers seront payées par le secrétaire-trésorier général à même les fonds de la Fraternité unie, en conformité avec les dispositions de la Constitution et les normes de déboursement approuvées par le conseil exécutif général.

H Tous les revenus de location à court ou à long terme, ou de vente de ces propriétés ou de toutes parties de ces propriétés, seront versés au secrétaire-trésorier général selon les dispositions de la constitution et des statuts de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique, et devront faire partie du fonds général de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique. La comptabilité de ces revenus et dépenses sera publiée dans le rapport financier trimestriel régulier soumis par le secrétaire-trésorier général aux unions locales.

I Les membres du comité des syndicats ne recevront aucune rémunération additionnelle pour leurs services reliés à la gérance du siège social et des biens immobiliers.

CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL

A Section 14. Le conseil exécutif général, entre les congrès, en plus des pouvoirs lui étant conférés ailleurs dans la constitution et les statuts, exercera toute l'autorité et tous les pouvoirs exécutifs et judiciaires de la Fraternité unie, à l'exception du pouvoir et de

l'autorité spécifiquement dévolus par la constitution et les statuts au président général et aux syndics. Le conseil exécutif général est autorisé à fixer le nombre des vice-présidents de district, le nombre de districts et la juridiction géographique des districts, et à établir les mécanismes appropriés pour l'administration des divers districts.

B Un membre du conseil exécutif général sera élu de chaque district. Le district de l'Est comprendra le Connecticut, le Delaware, le district fédéral de Columbia, le Maine, le Maryland, le Massachusetts, le New Hampshire, le New Jersey, New York, la Pennsylvanie, le Rhode Island, le Vermont, la Virginie et la Virginie occidentale. Le district du Midwest comprendra l'Illinois, l'Indiana, le Kentucky, le Michigan, l'Ohio et le Wisconsin. Le district du Sud comprendra l'Alabama, la Caroline du Nord et du Sud, la Floride, la Géorgie, la Louisiane, le Mississippi, le Tennessee, le Texas, la zone du canal de Panama, les Îles Vierges et Porto Rico. Le district du Centre comprendra l'Arkansas, l'Iowa, le Kansas, le Minnesota, le Missouri, le Nebraska, le Dakota du Nord, l'Oklahoma et le Dakota du Sud. Le district de l'Ouest comprendra l'Alaska, l'Arizona, la Californie, le Colorado, Hawaï, l'Idaho, le Montana, le Nevada, le Nouveau-Mexique, l'Oregon, l'Utah, Washington et le Wyoming. Le district 8 comprendra l'Arizona, la Californie, le Nouveau Mexique, l'Utah et Hawaï. Le district canadien comprendra l'ensemble du Canada.

C Le conseil exécutif général sera composé du président général, du premier vice-président général, du vice-président général, du secrétaire-trésorier général et d'un membre de chacun des districts de la Fraternité unie ci-dessus mentionnés, et ils devront, entre les réunions du conseil, consacrer tout leur temps aux intérêts de la Fraternité unie sous la surveillance du président général. Le président général présidera les réunions du conseil exécutif général et le secrétaire-trésorier général agira comme secrétaire; les réunions auront lieu à tous les trois mois ou lorsque requises, et des

réunions spéciales devront être tenues à la demande de la présidence du conseil. Toute la correspondance et les appels adressés au conseil exécutif général seront envoyés au secrétaire-trésorier général qui devra les présenter à la prochaine réunion régulière du conseil. Aucun officier général ne votera sur des décisions qu'il aurait prises lui-même. Les procès-verbaux des réunions du conseil exécutif général seront publiés sous forme de brochure et envoyés directement aux unions locales et aux conseils de district, régionaux, industriels, d'état et provinciaux.

D Le conseil exécutif général décidera des questions de loi et des appels qui peuvent lui être soumis. Un appel auprès du congrès général ne pourra occasionner un sursis d'une décision du conseil exécutif général sauf, cependant, que le conseil exécutif général est autorisé à accorder un sursis de sa décision ou de la décision du comité d'appels lorsqu'il juge une telle action justifiée. Un membre du conseil exécutif général peut porter des accusations de violation de la constitution et des statuts contre un officier ou un membre de tout organisme subordonné, et le traitement et le procès de ces accusations seront menés selon les procédures établies par le conseil exécutif général. Le président du conseil exécutif général désignera de temps en temps des membres de la Fraternité unie pour servir de jury constituant le comité permanent des procès dont au moins trois (3) membres peuvent être assignés à entendre le procès d'une cause. Lors de ces procès, un procès-verbal complet des délibérations sera rédigé. Un accusé, reconnu coupable d'infraction à la constitution et aux statuts, peut être mis à l'amende, suspendu ou expulsé par vote majoritaire du comité des procès, sujet, cependant, à appel auprès du conseil exécutif général et au congrès. Un appel d'une telle décision doit être soumis au secrétaire du conseil exécutif général dans les trente (30) jours de la date de l'envoi par la poste à l'accusé, de l'avis signifiant le verdict du comité des procès. Lorsqu'un appel est déposé, le procès-verbal complet des délibérations ainsi que le verdict et la pénalité imposée par le comité des procès seront soumis

au conseil exécutif général. En appel, les conclusions, le verdict ou la pénalité imposée par le comité des procès peut être confirmé, mis de côté ou modifié. Une décision du conseil exécutif général peut être portée en appel devant le congrès selon les dispositions de la section 53H.

E Le conseil exécutif général aura le pouvoir d'autoriser les grèves en conformité avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, et, lorsque nécessaire pour défendre l'organisation dans une localité contre les attaques d'employeurs, les complots ou les lock-out, ou les tentatives de perturber ou de détruire l'organisation et, afin de venir en aide à cette localité, de prélever une contribution per capita, ou d'ordonner un arrêt de travail chez tout employeur impliqué, peu importe où ce travail est effectué; de conclure des ententes avec d'autres organisations en ce qui concerne la juridiction sur le travail ou pour former une alliance d'offensive ou de défensive générale.

F Le conseil exécutif général aura le pouvoir de protéger la propriété et les intérêts de la Fraternité unie de la façon qu'il jugera utile et bénéfique.

G Le conseil exécutif général aura le pouvoir de désavouer une entente intervenue avec une union locale, un conseil de district, d'état ou provincial, à moins que ces ententes aient reçu l'approbation du président général.

H Le conseil exécutif général aura le pouvoir de conclure des ententes avec les employeurs concernant notre juridiction; pourvu que de telles ententes exigent que les employeurs se conforment aux règles du métier dans le district où le travail est exécuté, ou qu'elles renferment des termes et des conditions considérés comme convenables à une industrie particulière ou un genre de travail particulier par le conseil exécutif général. Lors de négociations

d'ententes concernant les régimes de pension, de santé et de bien-être ou d'autres avantages sociaux, les unions locales et les conseils devront, lorsque possible, s'assurer de la participation à ces régimes des entrepreneurs et de leurs employés travaillant dans la région et qui sont déjà régis par des conventions collectives avec la Fraternité unie.

I Le conseil exécutif général et ses membres sont des fiduciaires à qui l'on a confié la responsabilité des avoirs de la Fraternité unie. Dans l'exécution de cette responsabilité, le conseil exécutif général établira et contrôlera la politique d'investissement des avoirs de la Fraternité unie. Ces investissements devront seulement être effectués avec le consentement préalable du conseil exécutif général, et un rapport écrit des investissements sera fait, sur une base régulière, à toutes les unions locales et conseils. Le conseil exécutif général obtiendra les cautionnements adéquats pour tous les officiers généraux, les syndics et tout autre employé de la Fraternité unie qu'il estime être nécessaires. Le conseil exécutif général exigera une vérification annuelle des comptes et des livres de la Fraternité unie par un comptable agréé, et cette vérification fera l'objet d'un rapport écrit auprès du conseil exécutif général. Le conseil exécutif général s'acquittera de toutes les autres tâches qui peuvent lui être confiées par la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

J Lorsqu'à cause d'un accroissement du taux de mortalité, un déficit est anticipé dans les revenus destinés au paiement de dons funéraires selon la constitution, le conseil exécutif général sera autorisé de prélever de chaque union locale, pour chaque membre en règle, un montant tel qui aura été prévu pour combler ce déficit.

K Le conseil exécutif général verra au cautionnement des officiers et du personnel de la Fraternité unie. Le conseil exécutif général sera autorisé à fournir le cautionnement des officiers et du personnel des organismes subordonnés de la Fraternité unie. Lorsque le

conseil exécutif général fournit cette couverture de cautionnement par l'entremise du siège social, tous lesdits officiers et employés doivent obtenir leur cautionnement sous ce régime afin d'être éligible à occuper leur poste ou leur emploi. Le coût de telles cautions consistera en une appropriation fixe payable au secrétaire général sur réception de l'avis en provenance du siège social.

L Le conseil exécutif général aura le pouvoir de définir en détail l'autonomie de métier et la juridiction de la Fraternité unie.

M Le conseil exécutif général pourra autoriser des contributions ou des dépenses pour supporter l'adoption de législation ou s'y opposer, ou pour toute autre activité politique incluant l'appui, de manière non partisane, de candidats particuliers, de partis politiques ou d'autres organismes, à l'intérieur des limites fixées par la loi, lorsqu'un tel appui est jugé par le conseil exécutif général être dans les meilleurs intérêts de la Fraternité unie, de ses organismes subordonnés, de ses membres, du mouvement syndical en général ou dans une région particulière. Cette autorité peut être déléguée au président général par le conseil exécutif général.

FOURNITURES POUR LES UNIONS LOCALES

Section 15. Toutes les constitutions, cartes et fournitures seront fournies par le secrétaire-trésorier général sur commande du secrétaire financier ou du secrétaire-archiviste d'une union locale ou organisme subordonné en règle, et le paiement pour celles-ci sera facturé ou accompagnera toutes les commandes de fournitures lors de leur envoi au secrétaire-trésorier général.

REVENU

Section 16. Le revenu de la Fraternité unie proviendra d'une taxe per capita versée par toutes les unions locales pour tous les membres, tous les demandeurs ou toutes les personnes payant des frais d'ateliers ou autres frais similaires et, de plus, du montant

spécifié pour chaque nouveau membre admis, des frais d'émission de chartes, des loyers des édifices à bureaux, d'intérêts sur les dépôts bancaires, des revenus d'investissements, d'abonnements et de vente d'annonces dans le magazine *The Carpenter*, des amendes, de la vente de fournitures et de diverses autres sources.

CONGRÈS GÉNÉRAL

A Section 17. La Fraternité unie se réunira en congrès général en 2000 et à tous les cinq (5) ans par la suite, à une date choisie par le conseil exécutif général, et le conseil déterminera un emplacement approprié pour la tenue d'un tel congrès. Lorsqu'en session, le congrès général sera investi de tout le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire de la Fraternité unie ainsi que de tous les pouvoirs nécessaires et accessoires qui s'y rapportent.

B Un congrès spécial peut être convoqué aux conditions suivantes: lorsque quinze (15) unions locales, dont une seule par état ou province, déposent une résolution demandant la tenue d'un congrès spécial auprès du conseil exécutif général, ce dernier devra considérer cette demande, au plus tard, lors de sa prochaine réunion régulière. Si le conseil exécutif général est d'avis que l'objectif recherché dans la demande de la tenue d'un congrès spécial est dans le meilleur intérêt de la Fraternité unie, il prendra, le plus tôt pratiquement possible, les dispositions nécessaires à la tenue d'un tel congrès. Lorsque le conseil exécutif général détermine qu'un congrès spécial est nécessaire, il est autorisé, par vote majoritaire, d'émettre l'avis de convocation à ce congrès. Un congrès spécial sera assujéti au mêmes règles qu'un congrès général sauf qu'un congrès spécial ne pourra traiter d'aucun sujet autre que celui indiqué dans l'avis de convocation.

C Le droit de représentation à un congrès d'une union locale sera basé sur le nombre de membres en règle durant le mois précédant l'émission de l'avis de convocation, selon les dossiers du secrétaire-

trésorier général et selon la base suivante: 100 membres ou moins donneront droit à un délégué; plus de 100 mais pas plus de 500 membres, deux délégués; plus de 500 mais moins de 1000 membres, trois délégués; 1000 membres mais moins de 1500, quatre délégués, 1500 membres mais moins de 2000, cinq délégués; 2000 membres mais moins de 2500, six délégués; 2500 membres mais moins de 3000, sept délégués; une union locale ayant au moins 3000 membres aura droit à huit délégués plus un délégué additionnel pour chaque tranche de 500 membres au-dessus de 3000. Les conseils d'état, provinciaux, régionaux, industriels et de district ainsi que le conseil canadien pourront être représentés par un délégué élu. Les officiers généraux de la Fraternité unie (tels qu'énumérés à la section 9, paragraphe A) recevront de leurs unions locales respectives, des lettres de créances les identifiant comme délégués au congrès. Chaque délégué dûment élu aura droit à un vote au congrès, à ceci près que les délégués élus par les conseils n'auront pas de droit de vote pour l'élection des officiers généraux.

D Les officiers généraux seront, en raison de leur poste, des délégués accrédités à tout congrès général ou spécial de la Fraternité unie. L'assignation des officiers généraux comme délégués n'affectera en rien le nombre de délégués auxquels auraient autrement droit leurs unions locales respectives.

E Une union locale affichant des arrérages de deux mois de taxe per capita auprès du siège social, n'aura pas droit de représentation.

F L'élection des délégués et des substituts se tiendra au scrutin secret à l'intérieur des délais spécifiés par le conseil exécutif général. Tous les membres devront être avisés par la poste d'assister à l'assemblée à laquelle on doit élire les délégués et les remplaçants. Pour être éligible à être mis en candidature ou élu comme délégué ou remplaçant à un congrès général, un membre doit satisfaire les exigences de la section 31D.

G Le secrétaire-archiviste communiquera immédiatement au secrétaire général le nom et l'adresse postale de délégué (s) et de substitut (s).

H Chaque délégué, outre les officiers généraux, établira son droit à siéger en présentant des pièces d'identité valables et les créances dûment signées par le président et le secrétaire-archiviste de l'union locale, ou par le président et le secrétaire du conseil d'état, provincial, régional, industriel ou de district représenté par le délégué et portant le sceau de l'organisme. L'éligibilité des officiers généraux sera certifiée par le secrétaire-trésorier général.

I Aucune représentation par procuration ne sera admise. Un délégué au congrès de la Fraternité unie, autre qu'un officier général, doit détenir des créances de l'union locale dont il est membre, mais plusieurs unions locales peuvent se joindre, de même que les unions locales à l'intérieur d'un conseil de district, régional ou industriel pour élire un délégué, mais ce délégué devra détenir les créances de l'union locale dont il est membre. À l'exception de ce qui est prévu ici, aucun membre ne peut être un délégué, ni représenter plus d'un organisme subordonné.

J Le kilométrage et les dépenses encourues par les délégués seront défrayés par l'union locale ou le conseil qu'ils représentent respectivement.

K Le quorum nécessaire à la conduite des affaires consistera en la majorité des délégués assistant au congrès. Tout délégué qui refuse de reconnaître ou d'obéir au son du marteau dans les mains de la présidence, sera privé de son droit de parole et de vote durant la session, et l'action prise par la présidence sera transmise par le secrétaire-trésorier général à l'union locale ou au conseil qui a élu le délégué contrevenant pour la représenter.

L Le comité de la constitution et le comité des griefs et appels devront se réunir avant le congrès à un temps et lieu désignés par le président général. Les membres du conseil exécutif général ne seront pas éligibles à siéger sur aucun de ces comités.

M Le comité des finances examinera les comptes du secrétaire-trésorier général et du trésorier général, confirmera les vérifications effectuées par le conseil exécutif général, et se réunira à un temps et lieu désignés par le président général.

N Le président général nommera un comité des créances composé d'au moins cinq membres. Le comité se réunira sur appel de la présidence. Dans l'éventualité d'une contestation des créances d'un délégué, le comité des créances entendra le protêt et soumettra ses conclusions au congrès.

RÈGLES DE PROCÉDURE

Section 18. Les règles de procédure pour la conduite des affaires du congrès seront les mêmes que celles du congrès précédent jusqu'au dépôt du rapport du comité de règles.

DEVOIRS DES OFFICIERS AU CONGRÈS

Section 19. Les officiers généraux devront assister au congrès où ils auront droit de parole et de vote, et leurs dépenses seront payées à même les fonds de la Fraternité unie.

PRÉSIDENT GÉNÉRAL

A Section 20. Le président général présidera tous les congrès de la Fraternité unie et dirigera les débats en accord avec les règles parlementaires et en conformité avec les statuts de la Fraternité unie, et il nommera un comité des règles immédiatement après l'ouverture du congrès. Le président général nommera tous les autres comités qu'il juge nécessaires. Chaque comité sera composé d'au moins cinq délégués.

B Le président général soumettra un rapport au congrès.

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER GÉNÉRAL

Section 21. Le secrétaire-trésorier général gardera un procès-verbal fidèle des délibérations du congrès et soumettra un rapport au congrès; ce rapport doit comprendre un état des revenus et dépenses de la Fraternité unie.

CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL

A Section 22. Le conseil exécutif général soumettra un rapport au congrès.

COMITÉ DES SYNDICS

B Section 23. Le comité des syndicats soumettra un rapport au congrès.

PÉRIODE COUVERTE PAR LES RAPPORTS

C Section 24. Les rapports exigés aux sections 20B, 21, 22 et 23 couvriront la période débutant le 1er janvier de l'année de la tenue du dernier congrès général et se terminant le 31 décembre de l'année précédant la tenue du congrès auquel les rapports doivent être soumis.

JURIDICTION ET POUVOIRS DES UNIONS LOCALES

A Section 25. Il est du devoir de toute union locale de toujours s'efforcer de syndiquer les travailleurs.

B Les unions locales seront régies par des règlements applicables uniformes et pourront adopter des lois et des règles de métier qui n'entrent d'aucune façon en conflit avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, et qui doivent recevoir l'approbation du vice-président général avant d'entrer en vigueur, et qui doivent être déposés auprès du vice-président général; il en va de même pour

tous les amendements ultérieurs qui devront aussi être soumis et déposés. Les unions locales qui ne sont pas affiliées à un conseil de district, industriel ou régional pourront tenir des procès de membres accusés d'avoir enfreint la constitution et les statuts ou violer les règles de métier de l'union locale lorsque de telles infractions se sont produites à l'intérieur de leur juridiction, et imposer des pénalités jugées requises par le cas, sujet aux dispositions des sections 51 et 52 et au droit d'appel selon la section 53. Les unions locales ne peuvent empêcher leurs membres de travailler pour des employeurs ou des entrepreneurs qui ne sont pas reliés à l'Association des employeurs ou des entrepreneurs. Les unions locales ne pourront non plus s'affilier à des centrales syndicales dont la constitution ou les statuts sont en conflit avec ceux de la Fraternité unie.

C Lors de toute assemblée régulière ou spéciale des membres d'une union locale dûment convoquée pour transiger les affaires de l'union, les membres présents constitueront un quorum à condition d'avoir au moins sept (7) membres présents. Pour toute réunion régulière ou spéciale du comité exécutif d'une union locale, ceux présents constitueront un quorum à condition qu'une majorité des membres du comité exécutif soient présents. Les expressions «réunion spéciale» et «réunion spécialement convoquée» ont la même signification.

D Les unions locales pourront réglementer et payer les bénéfices de maladie seulement selon un règlement établi par l'union locale.

F Une union locale ne peut se dissoudre. De même, elle ne peut se retirer de la Fraternité unie tant que deux membres en règle s'y opposent.

F Dans les localités n'ayant pas un nombre suffisant de personnes éligibles à devenir membre de la Fraternité unie pour former une union locale, le représentant, ou une autre personne désignée par le

président général, pourra initier les nouveaux membres de telles localités et leur fournir des livrets de cotisations, des constitutions, etc. Les membres ainsi initiés seront sous la juridiction et paieront leurs cotisations à l'union locale désignée par le représentant.

G Chaque union locale est responsable de l'insouciance ou de la négligence de ses officiers.

H Il est défendu pour les unions locales et les conseils d'envoyer des circulaires ou des demandes sollicitant de l'aide financière auprès de toute autre union locale ou tout autre conseil de la Fraternité unie à moins d'en avoir reçu l'approbation du conseil exécutif général.

I La couverture des dons funéraires pour un membre ne peut être changée de l'échelle de dons 1 à l'échelle de dons 2, ou de l'échelle de dons 2 à l'échelle de dons 1 sans le consentement écrit du président général. Les membres ne peuvent changer de couverture de l'échelle de dons 2 à l'échelle de dons 1 après avoir atteint l'âge de cinquante ans.

J La juridiction géographique ou de métier d'une union locale ou d'un conseil ne peut être modifiée sans le consentement écrit du président général.

JURIDICTION ET POUVOIRS DES CONSEILS DE DISTRICT ET RÉGIONAUX

A Section 26. Il est du devoir de tout conseil de district ou conseil régional de toujours s'efforcer de syndiquer les travailleurs.

B Lorsqu'il y a au moins deux unions locales dans une ville, elles doivent être représentées par un conseil de district ou un conseil régional à moins que le président général en détermine autrement. Les conseils de district et conseils régionaux seront composés

uniquement de délégués d'unions locales de la Fraternité unie. Ils seront régis par les statuts uniformes applicables et ils pourront adopter des lois et des règles de métier n'entrant d'aucune façon en conflit avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, qui sont approuvées par les délégués du conseil et par le vice-président général. Le président général aura le pouvoir d'ordonner à ces unions locales de s'affilier à un conseil de district ou à un conseil régional, et de déterminer la juridiction géographique et l'autonomie de métier de ce conseil de district ou conseil régional, le tout sujet à appel. Aucune union locale ne peut se retirer d'un conseil de district ou d'un conseil régional sans le consentement du président général.

C Des conseils de district et des conseils régionaux peuvent être formés dans des localités autres que des villes lorsque qu'au moins deux unions locales de territoires voisins en font la demande, ou lorsque de l'avis du président général, le bien-être de la Fraternité unie le requiert. Aucune union locale ne peut s'affilier ou se retirer d'un tel conseil de district ou conseil régional sans le consentement du président général. Les conseils de district et conseils régionaux ainsi formés seront régis par les règlements applicables uniformes de conseils de district et ils pourront adopter des lois et des règles de métier n'entrant d'aucune façon en conflit avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, et qui sont approuvées par les délégués du conseil et par le vice-président général.

D Lors de toute assemblée régulière ou spéciale des membres d'un conseil de district ou d'un conseil régional dûment convoquée pour transiger les affaires de l'union, les membres présents constitueront un quorum à condition d'avoir au moins sept (7) membres présents. Pour toute réunion régulière ou spéciale du comité exécutif d'un conseil de district ou d'un conseil régional, les personnes présentes constitueront un quorum à condition qu'une majorité des membres du comité exécutif soient présents. Les expressions «réunion spéciale» et «réunion spécialement convoquée» ont la même signification.

E La juridiction d'un conseil de district ou d'un conseil régional sera prévue par la constitution et les statuts de la Fraternité unie. Les titres de toute propriété du conseil de district ou du conseil régional seront maintenus au nom des syndics du conseil de district ou du conseil régional et/ou leurs successeurs ou au nom du conseil de district ou du conseil régional. Si le titre de propriété n'est pas directement tenu par le conseil mais par une entité telle une corporation, les officiers de cette entité devront être des officiers du conseil et/ou leurs successeurs suffisant au contrôle des intérêts du conseil dans cette propriété. Les conseils de district et conseils régionaux ayant des revenus annuels de toutes sources d'au moins cinquante mille dollars (50 000\$), devront retenir les services d'un comptable agréé pour des vérifications périodiques, au moins une fois par année, et de telles vérifications seront examinées par les syndics afin de les comparer avec les vérifications des syndics qui feront rapport écrit de leurs conclusions au conseil de district ou au conseil régional. Les syndics du conseil de district ou du conseil régional devront faire appel rapport annuellement au secrétaire-trésorier général avec le formulaire du Bond Report fourni par le siège social.

F Un conseil de district ou un conseil régional pourra conduire des procès de membres ou d'unions locales sous sa juridiction accusés d'avoir enfreint la constitution et les statuts, ou d'avoir violé les règlements du conseil de district ou du conseil régional et/ou les règles de métier d'une union locale lorsque de telles infractions se sont produites à l'intérieur de la juridiction du conseil de district ou du conseil régional, et imposer des pénalités jugées requises par le cas, sujet aux dispositions des sections 51 et 52 et au droit d'appel sous la section 53. Les conseils de district et conseils régionaux ne peuvent empêcher leurs membres de travailler pour des employeurs ou des entrepreneurs qui ne sont pas reliés à l'Association des employeurs ou des entrepreneurs. Les conseils de district et conseils régionaux ne pourront non plus s'affilier à des centrales syndicales

dont la constitution ou les statuts sont en conflit avec ceux de la Fraternité unie.

G Des comités d'examen pourront être établis par les conseils de district, par les conseils régionaux ou par les unions locales là où aucun conseil de district ou conseil régional n'existe.

H Le président général peut autoriser la création et émettre une charte à des conseils régionaux qui seront formés d'au moins deux unions locales et/ou conseils de district. Il y aura un conseil canadien dont les règlements devront être approuvés par le vice-président général.

I Le conseil exécutif général peut établir des règlements uniformes régissant les conseils d'état, les conseils provinciaux, les conseils régionaux, les conseils de district, les conseils industriels et les unions locales, qui ne pourront être incompatibles avec la constitution et les statuts, et qui seront pleinement en vigueur jusqu'à leur ratification ou leur amendement au prochain congrès général.

J La juridiction géographique ou de métier d'un conseil ne peut être modifiée sans le consentement écrit du président général.

JURIDICTION DES CONSEILS D'ÉTAT ET PROVINCIAUX

A Section 27. Des conseils d'état ou provinciaux peuvent être formés conformément à la section 6A de la Constitution et de ses statuts. Tous les règlements des conseils d'état ou provinciaux devront être soumis au vice-président général pour approbation, et les officiers et les membres de ces conseils seront responsables d'agir en conformité avec tous les statuts gouvernant la Fraternité unie.

B Les conseils d'état ou provinciaux pourront adopter des règlements régissant leurs affaires, ces règlements ne devant d'aucune façon être en conflit avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, et devant être adoptés par référendum des membres et approuvés par le vice-président général avant d'entrer en vigueur.

C La juridiction des conseils d'état ou provinciaux s'étendra à l'état ou la province spécifiée dans la charte émise, à moins de dispositions contraires dans la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

D Les titres de toute propriété des conseils d'état et provinciaux seront maintenus au nom des syndics des conseils d'état et provinciaux et/ou leurs successeurs ou au nom du conseil d'état ou provincial. Si la propriété n'est pas directement tenue par le conseil mais par une entité telle une corporation, les officiers de cette entité devront être des officiers du conseil et/ou leurs successeurs suffisant au contrôle des intérêts du conseil dans cette propriété. Les conseils d'état et provinciaux ayant des revenus annuels de toutes sources d'au moins cinquante mille dollars (50 000\$), devront retenir les services d'un comptable agréé pour des vérifications périodiques, mais pas moins d'une fois par année, et de telles vérifications seront examinées par les syndics afin de les comparer avec les vérifications des syndics qui feront rapport écrit de leurs conclusions aux conseils d'état et provinciaux. Les syndics du conseil d'état ou provincial devront faire rapport annuellement au secrétaire-trésorier général avec le formulaire du Bond Report fourni par le siège social.

JURIDICTION DES UNIONS

AUXILIAIRES

A Section 28. La juridiction des unions auxiliaires sera celle prévue par la constitution et spécifiée sur leurs chartes.

B Les unions auxiliaires pourront, comme les unions locales, adopter des règlements régissant leurs membres, ces règlements ne devant d'aucune façon être en conflit avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, pas plus qu'avec les règlements de l'union locale ou du conseil applicables au secteur où elles exercent leurs activités.

C Tout membre en règle a le droit de devenir membre d'une union auxiliaire des dames.

ADMISSION DES UNIONS LOCALES

Section 29. Les requérants désirant former une union locale peuvent en faire la demande auprès du secrétaire-trésorier et commander le matériel nécessaire à l'établissement d'une union locale. L'émission d'une charte sera à la discrétion du président général conformément à la section 10A. Si après enquête, l'émission d'une charte est approuvée, le secrétaire-trésorier général expédiera la charte et le matériel administratif nécessaire pour que l'union locale puisse entreprendre ses activités conformément à la constitution de la Fraternité unie. La charte demeurera en tout temps la propriété de la Fraternité unie.

UNIONS LOCALES ET CONSEILS

SUSPENDUS OU PÉRIMÉS

A Section 30. En tout temps, advenant qu'une union locale, un conseil ou un autre organisme subordonné se désiste, devient périmé, se dissout, est expulsé ou cesse de quelque façon de fonctionner comme organisme subordonné de la Fraternité unie, tous les biens, les livres, la charte et les fonds détenus par, ou au nom de

telle union locale ou autre organisme subordonné devront être immédiatement retournés au secrétaire-trésorier général qui en disposera dans les meilleurs intérêts des membres de la Fraternité unie, selon les directives et à la discrétion du président général dans l'exercice de ses fonctions ou à toute (s) union (s) locale (s) ou conseil (s) selon les directives et à la discrétion du président général dans l'exercice de ses fonctions.

B Les officiers et les membres de l'union locale, du conseil ou de l'organisme subordonné en question seront responsables de se conformer aux exigences de la section précédente sous peine de procédures légales, de perte des droits à être membres et de l'accès aux bénéfices de la Fraternité unie.

C Un membre d'une union locale périmée ou suspendue, s'il est en règle, et après avoir payé toutes les cotisations ou impositions en arrérages, pourra recevoir une autorisation de transfert à l'union locale la plus rapprochée, sur demande au secrétaire-trésorier général. Une fois cette autorisation obtenue, le membre pourra être transféré à l'union locale la plus proche sans qu'il ait à se présenter en personne.

D La Fraternité unie ne peut être tenue responsable des obligations ni des dettes d'un organisme subordonné, y compris un organisme qui s'est retiré de la Fraternité unie, qui est périmé, dissout, suspendu ou expulsé, ou qui a cessé ses activités à titre d'organisme subordonné à la charte de la Fraternité unie pour toute autre raison.

MISES EN CANDIDATURES, ÉLECTIONS ET NOMINATIONS DANS LES ORGANISMES SUBORDONNÉS

A Section 31. Les officiers d'une union locale seront le président, le vice-président, le secrétaire-archiviste, le secrétaire financier, le trésorier, le conducteur, le gardien et trois syndics. Ces officiers

formeront le comité exécutif de l'union locale. Un agent d'affaires qui n'est pas membre du comité exécutif assistera aux réunions du comité exécutif avec le droit de parole mais non de vote. Aucun membre ne peut détenir plus d'un poste ou ne peut être candidat à plus d'un poste lors d'une élection régulière au sein du même organisme subordonné à moins d'avoir obtenu une dispense du président général permettant le cumul de plus d'un poste. Les postes de secrétaire-financier et de trésorier pourront aussi être combinés par une résolution dûment adoptée par une union locale et approuvée par le vice-président général. Lors d'élection pour combler un poste vacant, un membre détenant un poste devra démissionner par écrit de son poste actuel avant d'accepter une mise en candidature à un autre poste à l'intérieur du même organisme subordonné (à moins que les postes soient combinés en vertu d'une dispense) et tous les postes vacants, incluant ceux résultant de ces démissions, devront être comblés lors de la même mise en candidature et élection. Le président, le trésorier, le secrétaire financier et le secrétaire-archiviste ne pourront occuper un poste de syndic.

B Lorsque des unions locales sont affiliées à un conseil de district, industriel ou régional les services des agents d'affaires, agents d'affaires adjoints ou organisateurs sont fournis par l'entremise de ce conseil, et ces agents d'affaires, agents d'affaires adjoints ou organisateurs sont nommés par le secrétaire-trésorier général du conseil, sous réserve de l'approbation du comité exécutif du conseil, et deviennent des employés du conseil. Tous les agents d'affaires et agents d'affaires adjoints devront participer aux sessions de formation pour les agents d'affaires mises sur pied par la Fraternité unie, et tous les organisateurs devront participer aux sessions de formation pour les organisateurs pouvant être désignés par le président général. Les officiers des unions locales devront participer à tout programme de formation à l'intention des officiers mis sur pied par la Fraternité unie pour le poste qu'ils occupent. Les

délégués du conseil devront participer à tout programme de formation à l'intention des délégués mis sur pied par la Fraternité unie. Une fois nommé à son poste, l'agent d'affaires, l'agent d'affaires adjoint ou l'organisateur doit effectuer le travail assigné par le conseil de district, industriel ou régional. Nul membre ne peut être nommé à un poste d'agent d'affaires, d'agent d'affaires adjoint ni d'organisateur s'il reçoit une pension du régime de retraite de la Fraternité unie.

C La durée régulière du mandat des officiers élus sera de trois ans pour les unions locales et de trois ou quatre ans pour les conseils de district, industriels ou régionaux, ou jusqu'à l'élection, la certification et l'installation de leurs successeurs.

D Un membre recevant une pension en vertu du régime de retraite de la Fraternité unie ne peut détenir un poste d'officier, de délégué ni de membre d'un comité, ou encore être mis en candidature à un poste d'officier, de délégué ou de membre d'un comité; de plus, il doit être présent lors de sa mise en candidature, sauf si le membre est dans l'antichambre pour affaires autorisées, s'il est parti pour affaires officielles, ou incapable d'être présent à cause d'accident, de maladie ou d'autre raison substantielle acceptée par l'union locale; de même, un membre sera inéligible s'il ne gagne pas sa vie à travailler dans une occupation incluse dans l'autonomie de métier de la Fraternité unie stipulée à la section 7, ou dans un emploi qui le rend éligible à devenir membre, ou s'il dépend du métier pour gagner sa vie, ou est à l'emploi de l'organisation en temps qu'officier ou représentant à plein temps; pourvu de plus que ceux qui sont membres à vie, apprentis, stagiaires ou employés en période d'essai ne sont pas éligibles. Aucun membre ne peut être élu ou nommé en tant qu'officier, agent d'affaires, délégué ou membre d'un comité à moins d'être un citoyen des États-Unis ou du Canada, et le membre, afin d'être éligible pour agir en telles capacités, doit être un citoyen du pays où se situe l'union locale au moment de la mise en

candidature ou de la nomination. Pour être éligible, un membre doit avoir été en règle de son union locale durant les douze (12) mois consécutifs et membre de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique durant les deux ans qui précèdent immédiatement sa mise en candidature sauf si l'union locale n'a pas été en existence pour la période requise, et il doit demeurer en règle en tout temps afin de conserver le poste auquel il a été élu ou nommé. Un membre prenant sa retraite après avoir été élu, peut compléter le mandat du poste auquel il a été élu à moins qu'il reçoive une pension du régime de retraite de la Fraternité unie. Les membres qui sont entrepreneurs ne sont pas éligibles à détenir un poste, ni un membre qui l'aurait déjà été tant que six mois ne seront pas écoulés suite à un avis écrit du membre à son union locale qu'il a cessé de prendre des contrats.

E La mise en candidature pour les officiers et délégués des unions locales aura lieu au mois de mai et l'élection sera tenue au mois de juin. Tous les membres seront avisés par la poste de l'heure, de la date et du lieu de l'assemblée de mise en candidature et cet avis spécifiera tous les postes à combler. L'avis sera donné par lettre ou carte postale, ou par un avis placé de façon visible à la première page du bulletin d'information ou du journal de l'union locale, et sera envoyé à la dernière adresse connue des membres telle que communiquée au secrétaire-archiviste selon la section 44F. Les avis placés dans les journaux ou autres publications similaires ne seront pas considérés comme des avis adéquats, mais peuvent néanmoins servir d'avis supplémentaires. Les membres recevront un avis d'au moins quinze jours de l'assemblée de mise en candidature ainsi que des élections, et lorsque ces deux avis sont combinés en un seul, il devra être mis à la poste au moins trente jours avant la date de l'élection. Les avis de mise en candidature et d'élection ne seront pas mis à la poste plus de soixante (60) jours de la date de la mise en candidature ou de l'élection. Lorsque les officiers d'un conseil de district doivent être élus par les délégués à ce conseil au cours d'une

année durant laquelle les unions locales affiliées doivent tenir leurs élections régulières de ces délégués, ce sont les délégués nouvellement élus, et non les délégués sortants, qui éliront les officiers du conseil de district. Dans les unions locales qui ne sont pas affiliées à un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel, la qualification, la nomination et l'élection des agents d'affaires ou agents d'affaires adjoints seront régies par les dispositions de la présente section, et les règles énoncées pour les officiers d'unions locales s'appliqueront également aux agents d'affaires.

F L'élection des officiers et des délégués devra s'effectuer au scrutin secret. Les bulletins de vote devront être préparés à l'avance indiquant les noms des candidats mis en candidature pour l'élection. Les candidats recevant une pluralité des voix seront déclarés élus. L'inscription de noms sur le bulletin de vote par les électeurs ne sera pas autorisée ni permise pour l'élection des officiers ou des délégués dans toute union locale, conseil de district, industriel, régional, d'état ou provincial.

G Dans les unions locales, toutes les élections seront conduites par un comité d'élection nommé par le président de l'union locale. Dans les conseils, toutes les élections seront conduites par un comité d'élection nommé par le secrétaire-trésorier général du conseil ou, s'il n'y a pas de secrétaire-trésorier général ou que ce poste est vacant, par le président du conseil. Aucun candidat à un poste d'officier ou de délégué ne sera éligible à siéger sur ce comité. Le secrétaire financier sera disponible, muni de tous les dossiers nécessaires pour établir l'éligibilité des membres à être mis en candidature, à occuper le poste et à voter lors de l'élection. Aux fins de détermination de l'éligibilité d'un membre à être mis en candidature, à occuper un poste et à voter au moment d'une élection, c'est le système de traitement des adhésions à la Fraternité unie qui sera utilisé pour déterminer si les états de service du membre sont

suffisants, si celui-ci est membre en règle et si les autres critères pertinents sont remplis. S'il y a plus d'un bureau de scrutin, une liste des membres éligibles devra être disponible à chaque endroit. Le comité d'élection compilera le vote et fera rapport à l'union locale ou au conseil. Le président du comité d'élection déclarera le résultat du scrutin et annoncera les noms des candidats élus. Lorsque des machines à voter sont utilisées, les scrutateurs vérifieront ces machines avant le début du scrutin afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. Un candidat, ou un observateur qu'il a désigné, pourra aussi examiner ces machines avec le scrutateur. Après la fermeture des bureaux de scrutin, les scrutateurs vérifieront le résultat de l'élection, rempliront et signeront les formulaires de scrutin indiquant le nom de chaque candidat et le nombre de votes reçus par chacun; ces formulaires devront être conservés en sécurité par le secrétaire-archiviste. Le secrétaire-archiviste gardera tous les bulletins de vote utilisés et non utilisés ainsi que tous les documents relatifs à l'élection pendant un an suivant la date de l'élection.

H Lorsque la loi le requiert ou le permet, un candidat éligible à un poste aura la permission d'examiner la liste des membres renfermant les noms et adresses de tous les membres, une fois dans les trente jours précédant l'élection, et l'union locale ou le conseil devra acquiescer à toutes les demandes raisonnables des candidats demandant à l'union locale de faire parvenir par la poste leur publicité électorale aux frais des candidats. Un candidat à un poste peut nommer un membre en règle pour observer le déroulement du scrutin et le dépouillement des votes. Plus qu'un observateur peuvent être nommés par chaque candidat, au besoin, afin d'assurer une surveillance adéquate des bureaux de scrutin et du décompte des votes. Les observateurs doivent être des membres en règle. Le comité d'élection déterminera le nombre d'observateurs permis lors de chaque élection.

I L'installation des officiers des unions locales aura lieu lors de la première réunion de juillet. Si un officier ne se présente pas pour son installation au cours des deux réunions subséquentes, le poste sera déclaré vacant. Toutes les unions locales et tous les conseils doivent fournir une liste à jour de leurs officiers et agents d'affaires en enregistrant, immédiatement suite à leur élection ou nomination, ces informations dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie. Tout changement intervenant en cours d'année doit être enregistré dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie sans délai.

J Une union locale ou un conseil peut adopter un règlement stipulant qu'un officier ou un agent d'affaires, dûment mis en candidature et élu en conformité avec la constitution et les statuts, sera, en vertu de son poste, un délégué au congrès général et à tout autre organisme subordonné auquel l'union locale ou le conseil est affilié. Les avis de mise en candidature et d'élection, ainsi que les bulletins de vote, doivent aviser les membres que le candidat à être élu à ce poste ou à cette fonction sera un délégué au congrès général de la Fraternité unie et aux autres organismes subordonnés.

POSTES VACANTS DANS LES UNIONS LOCALES ET DANS LES CONSEILS

A Section 32. Un officier qui néglige, sans raison valable, de remplir les fonctions de son poste à trois réunions successives verra son poste déclaré vacant par le président. Cette disposition s'applique également aux agent d'affaires et aux délégués. L'absence sans excuse acceptable à une réunion régulière ou spéciale constituera une faute de négligence à remplir les fonctions de son poste lors de cette réunion.

B Lorsqu'un poste électif d'une union locale devient vacant, le président de cette union locale peut nommer un membre qualifié pour combler temporairement le poste jusqu'à la tenue d'une élection

pour combler le poste. Lorsqu'un poste électif d'un conseil devient vacant, le secrétaire-trésorier général de ce conseil peut nommer un membre qualifié pour combler temporairement le poste jusqu'à la tenue d'une élection visant à combler le poste. S'il n'y a pas de secrétaire-trésorier général ou que son poste est vacant, c'est le président du conseil qui fait cette nomination.

C Un officier ou un agent d'affaires peut être démis de son poste après un procès en bonne et due forme portant sur des accusations portées en conformité avec les dispositions des sections 51 et 52 de la constitution et des statuts.

D En l'absence du président et du vice-président, une réunion sera appelée à l'ordre par le secrétaire-archiviste et les membres présents éliront un président temporaire.

E Tout officier, agent d'affaires élu, délégué ou membre d'un comité d'une union locale ou d'un conseil de district demandant et recevant une carte de transfert de son union locale sera considéré comme ayant démissionné de son poste ou de sa fonction.

FONCTIONS DU PRÉSIDENT D'UNION LOCALE

A Section 33. Le président présidera toutes les réunions, maintiendra l'ordre et fera respecter la constitution et les statuts de la Fraternité unie; il décidera de toutes les questions d'ordre, sujet à appel auprès de l'union locale. Le président déterminera toute question d'éligibilité à un poste, sujet à appel auprès du président général selon la section 53G. En cas d'égalité de vote, le vote du président sera décisionnel sauf dans les votes au scrutin secret.

B Le président nommera tous les membres des comités ou tous les autres officiers, lorsque nécessaire, à moins de directive contraire, et pourra ordonner au secrétaire-archiviste de convoquer une assemblée spéciale lorsque cinq membres en règle en font la

demande écrite; il verra à ce que les officiers soient cautionnés et il accomplira toute les autres tâches requises par son poste. Un avis écrit de la tenue d'une assemblée spéciale doit être envoyé à la dernière adresse connue des membres, indiquant la date, l'heure et l'endroit ainsi que l'objet de l'assemblée. Aucun sujet n'étant pas mentionné dans l'avis de convocation ne pourra être traité. Les assemblées spéciales peuvent se tenir en conjonction avec les assemblées régulières.

C Tout membre qui se présente à une assemblée en état d'ébriété, qui en trouble la paix, ou qui utilise un langage abusif ou inconvenant, sera réprimandé par la présidence. Si le membre commet une seconde offense, il sera réprimandé à nouveau et s'il persiste il pourra être expulsé de la salle. Le fait qu'un membre ait été réprimandé, mis à l'amende ou expulsé de la salle, tel que stipulé dans cette section, n'exclut pas la possibilité de porter et de donner suite à des accusations basées sur la conduite de ce membre lors de l'assemblée. Un membre visiteur sera soumis aux mêmes règlements et les amendes devront être payées à l'union locale ou au conseil où l'infraction a été commise. Le président appliquera rigoureusement cette section.

FONCTIONS DU VICE-PRÉSIDENT D'UNION LOCALE

Section 34. Le vice-président aidera le président dans l'accomplissement de ses fonctions officielles et occupera les fonctions de président en cas d'absence du président. Advenant le cas de décès, de renvoi ou de démission du président, le vice-président occupera le poste de président jusqu'à ce qu'un nouveau président soit élu.

FONCTIONS DU SECRÉTAIRE-ARCHIVISTE D'UNION LOCALE

A Section 35. Le secrétaire-archiviste gardera un procès-verbal fidèle des délibérations de chaque réunion, lira et conservera tous les documents et toute la correspondance, émettra les convocations pour les assemblées spéciales, aura la garde du sceau et l'apposera sur tous les documents officiels, et sera responsable de toute la correspondance officielle. Les procès-verbaux des réunions seront conservés de façon sécuritaire comme archive permanente de l'union locale dans la forme prescrite par le siège social.

B Le secrétaire-archiviste fera rapport des dépenses à la fin de chaque réunion de l'union locale et il s'acquittera de toutes les tâches que peut lui assigner l'union locale ou telles que prescrites dans la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

C Le secrétaire-archiviste, suite à une directive appropriée, avisera tous les membres de présenter leur livret de cotisations aux syndicats durant le premier mois de chaque trimestre afin de les comparer avec les dossiers du secrétaire financier.

FONCTIONS DU SECRÉTAIRE FINANCIER D'UNION LOCALE

A Section 36. Le secrétaire financier recevra toutes les sommes versées à l'union locale et les inscrira immédiatement dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie et verra, sans retard indu, à ce que ces sommes soient déposées, soit en les remettant au trésorier, qui devra lui donner un reçu pour les sommes reçues, ou directement, au nom de l'union locale, à la banque ou aux banques désignées par l'union locale. Le secrétaire financier gardera, dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie, un dossier de toutes les demandes d'adhésion ainsi qu'une comptabilité exacte pour chaque membre indiquant son nom et son adresse au complet. Le secrétaire-archiviste doit s'assurer que les

noms et les adresses de tous les nouveaux officiers sont enregistrés dans le système de traitement des admissions de la Fraternité unie, que les dates de début et de fin de mandat sont exactes et que ces informations sont tenues à jour.

B Le secrétaire financier inscrira dans les livrets de cotisations, les montants versés par les membres avec la date de ces versements, s'il y a lieu, il signera ces livrets, il enregistrera dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie toutes les sommes reçues et en fera rapport à l'union locale.

C Le secrétaire financier fera rapport à l'union locale du nombre de membres et de la situation financière de l'union locale pour le mois précédent au plus tard lors de la prochaine assemblée de l'union locale, et il sera muni d'une caution telle que requise par la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

D Les unions locales ayant un bureau établi pourront, par résolution régulièrement adoptée, désigner les livres et les autres effets qui devront être gardés au bureau, et déléguer au secrétaire financier les tâches jugées appropriées pour la bonne marche des affaires. Si aucun bureau n'a été établi, le secrétaire financier et les autres officiers garderont en sécurité, au nom de l'union locale, tous les dossiers et les autres effets en leur possession, et ils les rendront disponibles, sur demande, aux représentants et officiers autorisés.

E Le secrétaire financier aura le plein contrôle de toutes les fournitures et les distribuera selon les directives de l'union locale.

FONCTIONS DU TRÉSORIER D'UNION LOCALE

A Section 37. Le trésorier recevra du secrétaire financier toutes les sommes reçues, lui en donnera reçu, et les déposera au nom de l'union locale à la banque ou aux banques désignées par l'union locale. Le trésorier ne fera aucun déboursé non sanctionné par

l'union locale. Tous les chèques émis par une union locale doivent porter la signature d'au moins deux officiers de cette union locale. C'est le comité exécutif de l'union locale qui désigne les officiers habilités à agir comme signataires autorisés; les syndics d'une union locale ne peuvent toutefois être autorisés à signer des chèques.

B À la première réunion de chaque trimestre, le trésorier présentera à l'union locale un rapport détaillé de toutes les sommes reçues et payées au cours du trimestre précédant et, il soumettra pour inspection, sur demande, les livres et les pièces justificatives, et il s'acquittera de toutes les autres tâches que lui demandera l'union locale.

C Le trésorier fera parvenir sans délai la taxe per capita au secrétaire-trésorier général à la première réunion de chaque mois pour le mois précédant ainsi que la portion des frais d'initiation payable à la Fraternité unie. Ces sommes sont payables au secrétaire-trésorier général par chèque, par mandat postal ou par tout autre instrument de paiement autorisé par le secrétaire-trésorier général.

D Le trésorier sera muni d'une caution telle qu'exigée par la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

FONCTIONS DU CONDUCTEUR D'UNION LOCALE

Section 38. Le conducteur vérifiera tous les membres présents à l'assemblée et fera part au président de tous ceux n'ayant pas le mot de passe. Le conducteur ne permettra à personne de demeurer sur place sans le mot de passe. Dans le cas d'unions locales désirant utiliser une cérémonie d'initiation orale additionnelle, le conducteur obtiendra les noms de tous les aspirants à l'initiation, en fera part au président et soumettra les aspirants à cette cérémonie, de plus, il s'acquittera de toutes les tâches reliées à son poste et il aura un assistant si nécessaire.

FONCTIONS DU GARDIEN D'UNION LOCALE

Section 39. Le gardien gardera les portes lors des assemblées et il s'assurera que seulement les membres qui ont le mot de passe trimestriel courant sont admis. Les membres en règle qui n'ont pas le mot de passe seront référés au vice-président pour obtenir le mot de passe trimestriel courant.

FONCTIONS DES SYNDICS D'UNION LOCALE

A Section 40. Les syndics auront la surveillance de tous les fonds et biens de l'union locale en conformité avec les directives qu'ils pourraient recevoir, à l'occasion, de l'union locale. Les titres de toute propriété de l'union locale seront enregistrés au nom des syndics de l'union locale et/ou leurs successeurs ou au nom de l'union locale. Si le titre de propriété n'est pas directement tenu par l'union locale mais par une entité telle une corporation, les officiers de cette entité devront être des officiers de l'union locale et/ou leurs successeurs suffisant au contrôle des intérêts de l'union locale dans cette propriété.

B Les syndics devront s'assurer que le trésorier ou le secrétaire financier dépose toutes les sommes reçues à la banque ou aux banques désignées par l'union locale. Les syndics veilleront à ce que le secrétaire-archiviste de l'union locale avise la ou les banques des noms des officiers dûment autorisés à signer les chèques de retrait du compte, et s'assureront que tous les déboursés sont faits par chèque, mandat ou autre forme de paiement autorisé par le secrétaire-trésorier générale, sauf que le secrétaire financier ou le trésorier auront droit à une petite caisse.

C Les syndics vérifieront tous les livres et les comptes du secrétaire financier et du trésorier, et tous les reçus et comptes de toute autre personne autorisée à percevoir des fonds; ils examineront mensuellement le ou les livres de banque et feront rapport écrit à l'union locale et annuellement au secrétaire-trésorier général sur les

formulaire de rapport de caution fournis par le siège social; et ils s'acquitteront de toutes les autres tâches prévues dans la constitution et les statuts de la Fraternité unie ou selon les directives de l'union locale. Les unions locales ayant des revenus annuels de toutes sources d'au moins cinquante mille dollars (50 000 \$), retiendront les services d'un comptable agréé pour des vérifications périodiques, au moins une fois par année. De telles vérifications seront examinées par les syndics et comparées avec leurs vérifications, et les syndics feront part de leurs conclusions par écrit à l'union locale.

FONCTIONS DES COMITÉS D'UNION LOCALE

A Section 41. Tous les comités rempliront les fonctions qui leur sont assignées dans les délais spécifiés et feront rapport par écrit. L'éligibilité à siéger sur un comité est régie par la Section 31D et personne ne sera exempté de servir sur un comité si on lui demande, sauf le secrétaire-archiviste et le secrétaire financier, ou à moins d'avoir une exemption de l'union locale, ou si cette personne siège déjà sur un autre comité. Aucun membre ne peut être nommé à un comité à moins d'être présent lors de sa candidature, sauf si le membre est dans l'antichambre pour affaires autorisées, ou s'il est absent pour affaires officielles, ou incapable d'être présent à cause d'accident, de maladie ou d'autre raison majeure acceptée par l'union locale.

B La première personne nommée à un comité en assumera la présidence jusqu'à ce que ce comité se choisisse un président.

C Tout membre d'un comité qui néglige ou omet d'accomplir toute fonction requise par la constitution et les statuts de la Fraternité unie peut être renvoyé par le président, à l'exception des membres du comité exécutif.

CONDITIONS REQUISES POUR DEVENIR MEMBRE

A Section 42. Les membres admis avant le 1er janvier 1994 et n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans seront couverts sous l'échelle de bénéfices 1 ou l'échelle de bénéfices 2 et pourront être éligibles au don funéraire conformément aux dispositions de la section 48. Les membres admis le 1er janvier 1994 ou après, ne seront pas couverts sous l'échelle de bénéfices 1 ou 2 et ne seront pas éligibles au don funéraire prévu par la constitution.

B Les membres en règle qui, au 1er janvier 1987 ou après, auront été membres de la Fraternité unie de façon continue durant 50 ans n'auront pas à payer de cotisations à aucune union locale et l'union locale dont ils sont membres n'aura pas à payer la taxe per capita à la Fraternité unie pour eux. Cependant, ces membres conserveront tous les droits et privilèges ainsi que toutes les autres obligations rattachées à leur statut de membre et devront payer des cotisations de travail lorsqu'ils travaillent dans la juridiction d'une union locale ou conseil de district ayant établi de telles cotisations de travail, frais de travail ou cotisations supplémentaires de travail en vertu de la section 45C.

C Un candidat voulant devenir membre d'une union locale de la Fraternité unie doit être âgé d'au moins dix-sept (17) ans.

D Afin de devenir membre, un candidat doit être de bonne réputation et démontrer sa compétence à mériter le salaire standard. Les candidats ne peuvent se voir refuser le droit de devenir membre à cause de leur sexe, race, couleur, croyance ou origine nationale.

E Un candidat voulant devenir membre ne peut se joindre à une union locale autre que celle se trouvant dans le district où il est employé, à moins d'en avoir la permission de l'union locale ou du conseil de district où il travaille.

F Un membre expulsé d'une union locale ou d'un conseil de district de la Fraternité unie ne sera pas éligible à devenir membre d'une autre union locale sans le consentement de l'union locale ou du conseil de district, régional ou industriel, et ce, seulement à la suite d'un vote majoritaire des membres présents à une assemblée de l'union locale ou du conseil de district, régional ou industriel duquel le membre a été expulsé.

G Tout membre souffrant d'incapacité en raison d'âge ou d'accident peut avoir la permission de travailler à un taux de salaire inférieur à l'échelle régulière, avec l'assentiment de l'union, en obtenant une carte de privilège du conseil de district, industriel ou régional, ou encore de l'union locale si elle n'est affiliée à aucun conseil.

H Les membres travaillant à contrat ou devenant contremaîtres doivent respecter la constitution et les statuts de la Fraternité unie.

I Sous peine d'expulsion, aucun membre de la Fraternité unie ne peut demeurer ou devenir membre de plus d'une union locale, ni d'aucune autre organisation de charpentiers et de menuisiers, ni de toute autre union mixte de travailleurs des métiers de la construction, ni d'aucune autre organisation dont les revendications de juridiction chevauchent ou empiètent sur celle de la Fraternité unie. Tout membre qui accepte de travailler à des conditions non syndicales, ou qui travaille en tant que garde armé pendant une grève ou un lock-out, n'aura droit à aucun bénéfice. Si un membre est accusé de contrevenir à cette section, le comité exécutif de l'union locale ou du conseil de district, du conseil industriel ou du conseil régional avisera dûment le membre de l'accusation, lui accordera une audience et la chance de présenter pleinement sa défense. Si après l'audience, le comité exécutif découvre que l'accusé détient le statut de membre contrairement aux stipulations de cette section, le membre aura trente jours pour démissionner ou

se désister en tant que membre de toute organisation incompatible et d'en aviser le comité exécutif, à défaut de quoi, son statut de membre sera révoqué.

J Aucun membre d'une union locale ne sera éligible à voter pour les officiers ou délégués à moins d'avoir été membre de l'union locale pour une durée d'au moins douze (12) mois consécutifs et d'être en règle avec l'union locale au moment du vote, sauf si l'union locale n'a pas été en existence pour la période requise. Les membres retraités ne travaillant pas au métier ou ne dépendant pas de celui-ci pour gagner leur vie n'auront pas le droit de vote sur les modifications du métier affectant les salaires et les conditions de travail ou lors de la ratification de conventions collectives. Aux fins de détermination de l'éligibilité à voter, c'est le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie ainsi que toutes les autres informations utiles qui seront utilisées. Le mécanisme de ratification d'une convention collective, pouvant inclure un vote des membres, sera déterminé par le conseil régional, le conseil industriel ou le conseil de district, ou encore par l'union locale, si elle n'est pas affiliée à un conseil, et n'est pas prescrit par la constitution et les statuts.

APPRENTISSAGE

A Section 43. La Fraternité unie peut établir des normes pour l'apprentissage et les programmes de formation, y compris des normes relatives aux cours de recyclage, dans les métiers et les secteurs d'activité relevant de sa compétence. Lorsque de telles normes sont établies, c'est au conseil de district ou au conseil régional – ou encore à l'union locale, lorsque celle-ci n'est pas affiliée à un conseil – qu'il revient de concevoir et de donner des cours répondant à ces normes et approuvés par la Fraternité unie. Tout membre qui réussit à un cours d'apprentissage approuvé devient automatiquement compagnon dans son métier.

B Une personne qui suit un cours d'apprentissage ou de formation approuvé peut être admise comme membre de la Fraternité unie avant d'obtenir le titre de compagnon, en contrepartie des frais d'initiation réduits suivants : les frais d'initiation pour un apprenti de première année correspondront à vingt (20) pour cent de ceux d'un compagnon; lorsqu'il sera admis comme apprenti de deuxième année, à quarante (40) pour cent des frais de compagnon; lorsqu'il sera admis comme apprenti de troisième année, à soixante (60) pour cent des frais de compagnon; lorsqu'il sera admis comme apprenti de quatrième année, à quatre-vingt (80) pour cent des frais de compagnon. La personne qui suit un cours d'apprentissage ou de formation approuvé est assujettie aux ententes, conditions, règles et procédures légales instituées par le conseil ou l'union locale qui offre la formation, qu'elle fasse ou non déjà partie de la Fraternité unie. Si elle enfreint cette règle, on lui signifie un chef d'accusation et on lui donne l'occasion de présenter une défense à une audience; elle s'expose alors à une amende, à une suspension ou à l'expulsion.

ADMISSION DES MEMBRES

A Section 44. Le président général autorisera l'utilisation d'un formulaire de demande d'adhésion renfermant l'engagement. Lorsqu'un candidat signe ce formulaire et effectue un paiement, devenant de par ce fait lié par l'engagement, ni l'intervention du comité d'enquête, ni l'approbation des membres ne seront requises pour être admis comme membre. Un candidat qualifié et désirant devenir membre de toute union locale de la Fraternité unie doit compléter et signer le formulaire de demande d'adhésion. Le secrétaire financier enverra le formulaire dûment rempli au secrétaire-trésorier général et enregistrera le nom et l'adresse de tous les candidats et des nouveaux membres dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie.

B La demande d'adhésion du candidat doit être présentée au secrétaire financier, accompagnée du paiement complet des frais d'initiation, qui (sauf pour les apprentis) sera d'au moins quarante dollars (40,00\$) pour ceux travaillant dans l'industrie de la construction, et d'au moins vingt-cinq dollars (25,00\$) pour ceux ne travaillant pas dans l'industrie de la construction, ainsi qu'un montant équivalent aux cotisations syndicales pour le mois courant. On pourra permettre à un candidat de payer ses frais d'initiation par versements étalés sur une période d'au plus 90 jours. Dans ces cas, le candidat versera les cotisations pour chaque mois à partir du mois de son application. Lorsque le candidat est accepté, son statut de membre sera daté du jour de l'application. Si un candidat néglige de s'acquitter de ses frais d'initiation dans les 90 jours (ou une période ne devant pas excéder 60 jours additionnels pouvant être alloués par l'union locale pour raison valable), il perdra toutes les sommes versées pour les cotisations et les frais d'initiation, et ne pourra devenir membre qu'en remplissant une nouvelle demande d'adhésion qui sera traitée conformément à cette section. Les frais d'initiation et les cotisations déjà payées seront retenues par l'union locale ou le conseil de district ou régional, à l'exception de la taxe per capita à la Fraternité unie pour tous les mois pour lesquels les cotisations ont été versées, que le candidat devienne membre ou non. Les candidats à qui l'on permet de payer les frais d'initiation par versements ne sont pas éligibles à une autorisation de transfert avant les six (6) mois suivant le paiement complet de ses versements. Tant qu'une personne n'est pas membre, elle n'est pas admissible à un transfert.

C On remettra au nouveau membre un livret de cotisations ou son équivalent, une copie de la constitution et des statuts de la Fraternité unie et des règlements et règles de travail du district. Les unions locales utilisant un prélèvement automatique des cotisations n'auront pas à émettre des livrets de cotisations, sauf si un transfert est accordé en vertu de la section 46 ou que le livret est nécessaire pour une autre raison.

ENGAGEMENT

De mon plein gré, je prends l'engagement solennel et promets sur l'honneur de ne rien révéler des affaires de la Fraternité unie, ni par mes paroles, ni par mes gestes, sauf dans les cas où la loi m'autorise à le faire. Je promets de me conformer à la constitution et aux statuts de la Fraternité unie, de me plier aux décisions de la majorité des membres, de respecter les règlements et les règles de métier établis par les unions locales et les conseils affiliés à la Fraternité unie ainsi que de saisir toute occasion honnête de procurer du travail à mes confrères et consœurs de la Fraternité. Je m'engage, chaque fois que la chose est possible, à exiger des biens portant l'étiquette de fabrication syndicale ou des services fournis par des syndiqués ainsi qu'à confier du travail à des syndiqués. Je conviens en outre que s'il est découvert que j'ai fourni des renseignements trompeurs quant à mon admissibilité en tant que membre, je serai radié à vie des rangs de la Fraternité unie et perdrai tous mes droits relatifs au versement de dons. Je fais le serment d'obéir aux décisions des autorités de la Fraternité, de me conduire avec dignité pendant les assemblées, de me montrer respectueux par mes paroles et mes gestes ainsi que de témoigner de la compassion à mes confrères et consœurs de la Fraternité unie. Je fais le serment, sur l'honneur le plus sacré, de respecter en tous points cet engagement tant et aussi longtemps que je serai un membre de la Fraternité unie. Je promets enfin de ne jamais joindre ni appuyer de quelque manière que ce soit une organisation cherchant à nuire aux activités d'une union locale, d'un conseil de district, d'un conseil régional, d'un conseil d'état, d'un conseil provincial ou du conseil international de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique.

E Les membres en règle peuvent visiter une union locale s'ils possèdent le mot de passe trimestriel courant et leur livret de cotisations.

F Chaque membre informera le secrétaire-archiviste et le secrétaire financier de son adresse résidentielle exacte et de tout changement et, il se verra imposer des frais administratifs de un dollar (1,00 \$) lorsque cette information n'est pas à jour.

G Un membre peut demeurer entrepreneur ou former une entreprise prenant des contrats, à condition de devenir signataire et de respecter la convention collective de la Fraternité unie s'appliquant à son travail, de respecter les règles du métier et de se conformer à la constitution et aux statuts de la Fraternité unie. Toute infraction à cette règle résultera en une amende ou à l'expulsion après un procès en règle. Un membre entrepreneur n'est pas éligible à être officier, agent d'affaires ou délégué d'une union locale, ni éligible à voter pour les officiers, agents d'affaires et délégués, ni à voter sur les questions salariales.

H Un ancien membre désirant rejoindre la Fraternité unie peut seulement être réadmis à titre de nouveau membre, sujet aux frais de réadmission prévus aux règlements de l'union locale ou du conseil où la demande d'adhésion est faite. L'union locale ou le conseil de réadmettant un ancien membre s'informerá des raisons pour lesquelles il n'est plus membre et si la raison est de n'avoir pas payé ses cotisations, percevra un montant additionnel de cinquante dollars (50,00\$). De plus, si l'ancien membre devait des amendes ou des impositions au moment de quitter la Fraternité unie, l'union locale ou le conseil percevra le montant de cette dette et le fera parvenir à l'union locale ou au conseil à qui ces sommes sont dues. Si l'ancien membre ne s'acquitte pas de cette dette, celui-ci peut ne pas être réadmis à moins d'une dispense du président général. Un ancien membre désirant rejoindre une union locale dans la même subdivision du métier à laquelle il appartenait, ne sera pas soumis à l'examen relatif à ses compétences dans cette subdivision du métier.

I Le conseil exécutif général pourra établir le montant maximal des frais d'initiation pour toutes les unions locales et conseils de district. Sur demande écrite et pour des périodes renouvelables allant jusqu'à douze mois, une dispense spéciale du président général diminuant les frais d'initiation peut être accordée lors de situations d'organisation.

FINANCES ET COTISATIONS

A Section 45. À compter du 1er janvier 1994, les cotisations minimales des unions locales seront d'au moins treize dollars et soixante-quinze cents (13,75 \$) par mois pour les unions locales de l'échelle 1 et de treize dollars et vingt-cinq cents (13,25 \$) par mois pour les unions locales de l'échelle 2, payables par tous les membres. Les cotisations minimales seront augmentées d'un montant équivalent à l'augmentation de la taxe per capita prévue à la Section 45D, E et F, résultant d'une décision de tout congrès de la Fraternité unie, à la date d'entrée en vigueur d'une telle augmentation. Lorsque, selon le président général, les cotisations établies par une union locale ou la taxe per capita fixée par un conseil de district, semblent insuffisantes pour assurer le bon fonctionnement d'une union locale ou d'un conseil de district, conformément avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie, le président général pourra examiner les finances de l'union locale ou du conseil de district. Suite à cet examen, le président général fera rapport au conseil exécutif général. Sur la base de ce rapport, le conseil exécutif général aura l'autorité et le pouvoir d'établir des frais minimums payables par chaque membre pour l'obtention d'une carte de travail. Le montant des cotisations mensuelles payables par chaque membre à son union locale augmentera d'un montant équivalent à l'augmentation de la taxe per capita prévue à la Section 45D, E et F, résultant d'une décision de tout congrès de la Fraternité unie, à la date d'entrée en vigueur de cette augmentation. Lorsqu'une union locale augmente ses cotisations, ses frais d'initiation ou instaure une imposition, un vote au scrutin secret sera

tenu lors d'une assemblée spéciale ou convoquée. Tous les membres seront avisés par la poste de l'heure, de l'endroit et de la raison du vote. Tous les membres en règle seront éligibles à voter. Toutes les impositions doivent être approuvées par le président général.

B Les cotisations mensuelles sont payables le premier jour de chaque mois, mais un membre n'accusera pas d'arrérages avant la fin du mois duquel il doit trois mois de cotisations. Aucun officier ou membre ne sera exempté de payer les cotisations et les impositions, ni d'avoir ces dernières remises ou annulées d'aucune façon. Un crédit pour le paiement des cotisations de tout mois ne sera pas accordé sur paiement partiel mais seulement sur paiement complet des cotisations pour le mois en question. Toutes les cotisations autres que celles qui font l'objet d'un prélèvement automatique sont considérées comme payées le jour où elles sont reçues au bureau de l'union locale.

C Une union locale, un conseil de district ou un conseil régional peut établir des cotisations de travail, un prélèvement automatique des cotisations, des cotisations de travail supplémentaires ou des frais de travail payables à l'union locale ou au conseil par les membres travaillant dans leur juridiction. Si un membre néglige de payer les cotisations ou les frais dûs de la façon prescrite par l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional, ces cotisations ou frais seront facturés au membre par avis écrit du secrétaire financier et devront être payés dans les trente (30) jours s'il veut jouir des privilèges, des droits ou des bénéfices. Si le membre n'effectue pas le paiement de ses arrérages dans les délais prescrits, il ne sera pas en règle et il sera avisé par écrit par le secrétaire financier qu'à moins que ces sommes dues soient payés dans les trente jours suivants, son nom sera radié de la liste des membres. Ces avis seront envoyés à la dernière adresse connue du membre communiquée par ce dernier à l'union locale. Dans les cas où ces impositions, cotisations de travail ou frais sont dus au conseil de

district ou au conseil régional, un avis au membre par le conseil de district ou par le conseil régional satisfera les exigences de cette section. Aucun officier, agent d'affaires ou membre recevant les bénéfices d'une convention collective ne sera exempté de payer les cotisations et les impositions établies en conformité avec cette section, ni d'avoir ces dernières remises ou annulées d'aucune façon.

D Chaque union locale versera au secrétaire-trésorier général quarante dollars (40,00\$) pour chaque nouveau membre admis (sauf pour les apprentis de première année) travaillant dans l'industrie de la construction et, sauf dans les cas prévus à la section 50, huit dollars et quatre-vingt-quinze cents (8,95 \$) par mois à compter du 1^{er} janvier 1996 pour chaque membre travaillant dans l'industrie de la construction et chaque non-membre travaillant dans l'industrie de la construction de qui on perçoit des frais d'ateliers ou similaires.

E Chaque union locale versera au secrétaire général vingt-cinq dollars (25,00 \$) pour chaque nouveau membre admis ne travaillant pas dans l'industrie de la construction et, sauf dans les cas prévus à la section 50, six dollars et trente-cinq cents (6,35 \$) par mois à compter du 1^{er} janvier 1996 pour chaque membre en règle ne travaillant pas dans l'industrie de la construction et chaque non-membre ne travaillant pas dans l'industrie de la construction de qui on perçoit des frais d'ateliers ou similaires. Ces revenus seront utilisés pour l'administration générale de la Fraternité unie.

F Les unions locales dont les membres étaient classifiés au 31 décembre 1993 comme étant des membres d'échelle de bénéfices 1 seront assujettis aux taux per capita stipulés à la section 45D à partir du 1^{er} janvier 1994. Les unions locales dont les membres étaient classifiés au 31 décembre 1993 comme étant des membres d'échelle de bénéfices 2 seront assujettis aux taux per capita stipulés à la section 45E à partir du 1^{er} janvier 1994. Les unions locales ayant des membres qui, avant le 1^{er} janvier 1994, recevaient des

bénéfices d'invalidité ou qui se sont joint à l'âge d'au moins 60 ans, devront payer six dollars et dix cents (6,10 \$) par mois à partir du 1^{er} janvier 1996 pour chacun de ces membres, ces sommes devant servir à l'administration générale de la Fraternité unie. Tout membre qui a reçu des bénéfices d'invalidité avant le 1^{er} janvier 1994 devra verser les cotisations minimales prévues par la section 45A, à moins qu'il ne soit autorisé à verser des cotisations réduites en vertu de la section 50. Aucune exception ne sera faite sauf sur approbation écrite du président général.

G La taxe per capita sera considérée comme une appropriation permanente. Le président et le secrétaire-archiviste signeront une directive à cet effet sans la nécessité d'un vote de l'union locale. La taxe per capita comprend les montants prescrits aux sections 45D, 45E, 45F et 50 pour tous les membres, les candidats facturés comme tels, les personnes de qui des frais d'ateliers ou similaires sont perçus et les membres dont les cotisations sont réduites en conformité avec la section 50. Les contributions requises au Régime de retraite de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique en vertu de la section 59 seront aussi une appropriation permanente. Par les présentes, le conseil exécutif général est expressément autorisé à augmenter la taxe per capita payable par une union locale en vertu des sections 45D, 45E et 45F et affectée à l'administration générale de la Fraternité unie d'un montant maximal de trois dollars (3,00 \$) par mois durant la période entre le 1^{er} janvier 2006 et la convention générale de la Fraternité unie qui suivra le 1^{er} janvier 2010. Une telle augmentation peut être adoptée par vote majoritaire des membres du conseil exécutif général s'il détermine, à sa seule discrétion, qu'elle est devenue indiquée ou nécessaire pour assurer le maintien de la bonne marche des affaires de la Fraternité unie, l'exécution de son mandat en vertu de la constitution ou le respect de l'esprit des amendements adoptés lors du 39^e congrès général. Une fois adoptée, une telle augmentation restera en vigueur jusqu'au prochain congrès général de la Fraternité unie, qui doit se tenir le 1^{er} janvier 2010.

H L'expression «administration générale de la Fraternité unie» telle qu'utilisée aux sections 45D, 45E, 45F et 50 inclura la création et le maintien d'un fonds de défense. Le conseil exécutif général est autorisé à établir et à maintenir ce fonds de défense, d'affecter une portion des avoirs de la Fraternité unie à son établissement et d'affecter une portion de la taxe per capita de la Fraternité unie à son maintien. La portion de la taxe per capita affectée au fonds de défense peut augmenter ou diminuer périodiquement selon la détermination du conseil exécutif général. Le fonds de défense sera établi et maintenu afin de permettre à la Fraternité unie de combattre, sur les territoires de sa juridiction, les forces cherchant à détruire ou limiter la Fraternité unie et ses organismes subordonnés dans la poursuite de ses objectifs légaux de protéger les droits des membres actuels et futurs et dans la poursuite des buts et des principes de l'organisation.

I Un membre devant trois mois de cotisations sera identifié comme délinquant dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité unie à la fin du troisième mois, et la taxe per capita sera seulement déduite pour le troisième mois. Lorsqu'il s'acquitte de ses cotisations pour se conformer au délai de six mois, mais ne paie pas les cotisations du mois courant, alors, à partir du troisième mois d'arrérages et pour chaque mois par la suite, une taxe pour les arrérages sera facturée. Lorsque toutes les cotisations dues, y compris celles du mois courant, ont été payées, la taxe per capita pour les mois non payés sera facturée.

J Les membres d'une union locale devront s'assurer que la taxe per capita de l'union locale est payée sans délais. Conséquemment, lorsqu'une union locale accuse des arrérages de trois mois dans sa remise de la taxe per capita à la Fraternité unie ou à un conseil de district, le président général pourra suspendre le versement de tous les bénéfices à l'union locale ou à ses membres et, cette union locale n'aura pas le droit d'être représentée au sein des conseils de district,

d'état ou provinciaux ou d'autres organismes subordonnés de la Fraternité unie. Lorsqu'une union locale accuse des arrérages de six mois dans le versement de la taxe per capita à la Fraternité unie ou à un conseil de district, un conseil industriel ou un conseil régional, sa charte peut être annulée par le président général. L'union locale en sera avisée et devra, sur avis du président général, cesser d'exister et devra retourner sa charte au secrétaire-trésorier général et, l'union locale et ses membres devront se conformer aux dispositions de la section 30. Le président général peut accorder une dispense permettant à l'union locale de continuer ses opérations à condition qu'elle accepte et respecte les arrangements établis par la Fraternité unie pour le paiement des arrérages.

K Un membre devant à l'union locale deux mois de cotisations sera avisé par le secrétaire financier, par la poste, à sa dernière adresse connue, dans une des enveloppes utilisées pour solliciter les corrections d'adresses, au plus tard le quinzième (15^e) jour du deuxième mois des arrérages, que des cotisations sont impayées et doivent être versées immédiatement. Un membre devant à l'union locale trois mois de cotisations sera avisé par le secrétaire financier, par la poste, à sa dernière adresse connue, dans une des enveloppes utilisées pour solliciter les corrections d'adresses, au plus tard le quinzième (15^e) jour du troisième mois des arrérages, que si ces arrérages ne sont pas réglés avant le dernier jour du troisième mois, il ne sera plus en règle, ne pourra plus prendre le vote sur les questions syndicales, n'aura plus droit à un mot de passe, ne pourra prendre part à aucune assemblée d'une union locale ou d'un conseil et sera suspendu des dons funéraires jusqu'à ce qu'il ait réglé la totalité de sa dette (y compris les cotisations pour le mois durant lequel le membre règle ses arrérages). Il devra en outre être informé qu'il n'aura droit à aucun bénéfice durant la période d'arrérages, ni durant les trois mois suivant la date du paiement de tous les arrérages.

L Un membre devant trois mois de cotisations ou ne s'étant pas totalement acquitté de ses arrérages, n'aura pas le droit d'obtenir le mot de passe, de siéger ou de détenir un poste lors d'une assemblée de l'union locale ou du conseil, ne sera pas en règle et n'aura pas le droit de voter.

M Un membre devant à l'union locale cinq mois de cotisations sera avisé par le secrétaire financier, par la poste, à sa dernière adresse connue, dans une des enveloppes utilisées pour solliciter les corrections d'adresses, au plus tard le quinzième (15ième) jour du sixième mois des arrérages. À moins que ces arrérages ne soient payés avant la fin du sixième mois, le nom du membre sera radié de la liste des membres sans vote de l'union locale.

N Les unions locales peuvent réclamer aux membres à qui l'on envoie de tels avis, une imposition n'excédant pas cinq dollars (5,00\$) pour chaque avis posté en vertu des exigences aux paragraphes K et M.

O Toutes les amendes imposées et toutes les impositions légalement perçues, y compris les impositions de grève, les cotisations de travail, les prélèvements automatiques des cotisations, les cotisations supplémentaires de travail ou les frais de travail dûment établis selon la section 45C, seront facturés par le secrétaire financier au membre les devant, et ce membre sera avisé par écrit de la nécessité de payer ces sommes dans les trente jours s'il veut bénéficier de tous les privilèges, droits ou bénéfices. Si le membre ne paie pas dans les délais prescrits, il ne sera pas en règle et sera avisé par écrit par le secrétaire financier qu'à défaut de payer ces sommes dans les trente (30) jours suivants, son nom sera radié de la liste de membres, à l'exception des cas d'une amende qui a été portée en appel. Les avis seront envoyés à la dernière adresse connue du membre communiquée par ce dernier à l'union locale. Dans les cas d'amendes, impositions, autres cotisations ou frais dus à un conseil

de district, à un conseil industriel ou à un conseil régional, un avis au membre provenant du conseil de district, du conseil industriel ou du conseil régional satisfera les exigences de cette section.

P L'union locale d'origine d'un membre se devra d'imposer et de percevoir promptement de ce dernier, en vertu des dispositions des sections 45C et 45O, toutes les amendes et impositions légalement imposées et toutes les cotisations et autres frais dus en vertu de la section 45C, par une autre union locale, un conseil de district, un conseil industriel ou un conseil régional et de faire parvenir ces sommes à l'union locale ou au conseil auquel elles sont dues. Si l'union locale ne se conforme pas à cette obligation, le président général pourra suspendre le paiement à l'union locale et à ses membres de tous les bénéfices.

Q Un membre devant une amende ou une imposition peut continuer de payer ses cotisations tant qu'il n'a pas été radié de la liste des membres selon la section 45O.

TRANFERTS

A Section 46. Un membre désirant être transféré d'une union locale à une autre remettra sa carte de travail au secrétaire financier qui autorisera le transfert dans le système de traitement des adhésions de la Fraternité uni, pourvu que le membre soit admissible à un tel transfert. À la demande d'un membre, une union locale ou un conseil peut présenter une demande de transfert en son nom. Pour être admissible à une autorisation de transfert, un membre doit avoir été membre de la Fraternité unie pour au moins six (6) mois. Sauf dans les cas de grève ou de lock-out, l'union locale aura l'obligation d'émettre la carte de transfert pourvu qu'il n'y ait pas d'accusations en suspens et que tous les arrérages, ainsi que les cotisations du mois en cours, soient payés. Toutes les cotisations couvrant une période s'étendant au-delà du mois d'émission seront remboursées au membre ou, sur demande, à l'union locale qui

accepte le transfert. Un membre contre lequel des accusations sont en suspens et qui désire un transfert, peut se voir demander de déposer un montant ne devant pas excéder cent dollars (100,00\$), en fiducie auprès du conseil de district ou du conseil régional, ou encore de l'union locale, là où il n'y a pas de conseil de district ni de conseil régional. La date d'échéance d'une autorisation de transfert sera trente (30) jours après la date de son émission. Une union locale ou un conseil, dans une juridiction où une grève ou un lock-out est en cours, aura l'option d'émettre ou de ne pas émettre une carte de transfert. Un membre pourra quitter ce district sans autorisation de transfert pour solliciter un emploi dans une autre juridiction où il n'y a pas de grève ou lock-out, pourvu que le membre présente une déclaration portant le sceau de l'union locale ou du conseil dont il est membre et indiquant qu'une grève ou un lock-out est en cours dans ladite juridiction. Le membre devra payer les frais en vigueur pour un permis de travail dans la juridiction où il trouve un emploi. Un conseil de district ou un conseil régional peut, en vertu d'un règlement dûment adopté et approuvé, restreindre l'utilisation des autorisations de transfert entre les unions locales sous sa juridiction.

B Il sera obligatoire pour le membre, avant de se trouver un emploi, de se présenter au bureau de l'union locale, du conseil de district ou du conseil régional pour demander une autorisation de transfert à l'union locale ainsi que de respecter tous les règlements locaux. En aucun cas le secrétaire financier n'acceptera des cotisations, autres que les frais reliés à l'obtention d'une autorisation de transfert, d'un membre travaillant dans la juridiction d'une autre union locale ou conseil sans le consentement de cette union locale ou de ce conseil. Le secrétaire financier acceptant des cotisations pour un transfert d'un membre qui travaille dans une autre juridiction, devra en informer immédiatement le conseil, ou encore l'union locale, là où il n'y a pas de conseil.

C Un membre désirant travailler dans une autre juridiction et ne voulant pas transférer, devra, avant de travailler, aviser l'union locale, du conseil de district ou du conseil régional ayant juridiction là où il a obtenu du travail. Le membre sera assujéti à toutes les cotisations de travail et tous les autres frais établis dans la région en vertu des sections 45C ou 55B. Le membre n'aura pas à payer les impositions pour l'immeuble ou les autres impositions payables par l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional dans la juridiction où le travail est procuré, à moins que le président général approuve l'application de telles cotisations à des membres d'autres régions qui travaillent sous la juridiction de l'union locale ou du conseil. Ce membre avisera l'union locale ou le conseil de son départ de leur juridiction. Le conseil exécutif général peut établir des procédures régissant les permis de travail pour les travailleurs ayant une formation spéciale, travaillant dans une spécialité ou pour un entrepreneur spécialisé régi par une convention collective avec la Fraternité unie. Sujet à l'approbation du conseil exécutif général, lorsque le président général juge qu'il est du meilleur intérêt des membres, localement ou en général, il pourra établir les politiques et les procédures régissant les permis de travail qu'il jugera appropriées.

D Aucune union locale ne percevra à nouveau des cotisations pour le mois déjà payé pour un membre en cours d'être transféré. L'union locale autorisant le transfert paiera au secrétaire-trésorier général la taxe pour ce membre seulement pour le mois d'octroi de l'autorisation, et celui-ci demeurera membre de l'union locale jusqu'au moment du transfert. Quand une union locale autorise le transfert d'un membre à son effectif, celui-ci devra être considéré, pour les fins de taxe per capita, un membre le premier jour du mois suivant celui où l'autorisation de transfert est octroyée.

E Aucun officier général, pendant qu'il est à l'emploi de la Fraternité unie, ne sera obligé d'obtenir une autorisation de transfert de l'union locale dont il est membre au moment de son élection ou de sa nomination.

F Lors de son arrivée à l'union locale, un membre ayant reçu une autorisation de transfert présentera son livret de cotisations ou un document équivalent au bureau de l'union locale. Si l'autorisation de transfert est bien inscrite au système de traitement des adhésions de la Fraternité unie et que le livret de cotisations est en règle, et si l'identité du membre est confirmée, il sera admis comme membre de l'union locale pourvu qu'il n'y ait ni grève ni lock-out dans le district, et les autres membres seront avisés de ce transfert lors de la prochaine assemblée régulière.

G L'union locale qui octroie l'autorisation de transfert remettra au membre toutes les cotisations payées en surplus du mois courant. Le secrétaire financier de l'union locale qui reçoit le membre en avisera immédiatement le secrétaire financier de l'union locale qui a octroyé l'autorisation de transfert.

I Un membre retournant une carte de transfert devra présenter son livret de cotisations au secrétaire financier qui rapportera, à la fin de la rencontre, le retour de cette carte au secrétaire général.

DÉMISSION DES MEMBRES

A Section 47. Un membre peut se désister ou rompre les liens avec la Fraternité unie en soumettant à son union locale sa démission, par écrit, de façon claire et non équivoque. Un membre démissionnant ne peut être réadmis qu'à titre de nouveau membre.

B Un membre en règle qui décide de démissionner et dont toutes les cotisations courantes sont payées, pourra recevoir une carte de retrait honorable indiquant qu'il s'est retiré honorablement de la

Fraternité unie si le membre affirme, en toute honnêteté, par écrit, qu'il quitte l'industrie, à moins qu'il soit su que sa démission a été soumise dans le but d'enfreindre les règles du métier. Cette carte sera émise par le secrétaire général, sur demande de l'union locale, sur paiement de cinquante cents (0,50\$) pour chaque carte. Dans les 24 mois de son retrait honorable, un ancien membre ayant effectivement quitté l'industrie, pourra être réadmis sans avoir à payer les frais d'initiation. Si ce membre paie toutes les cotisations pour les mois de son retrait, il conservera sa date d'initiation antérieure et, en conformité avec la section 45K, il reprendra son statut pour les bénéfices trois mois après la date de sa réadmission, mais le temps pendant lequel le membre était en retrait ne sera pas considéré comme temps en règle pour le calcul de bénéfices. Si le membre opte de ne pas payer les cotisations pour son temps de retrait et commence à payer des cotisations en date du mois courant, sa date de réadmission deviendra sa nouvelle date d'initiation et il sera considéré comme un nouveau membre. Dans les deux cas, son droit de vote, en conformité avec la section 42J, sera rétabli après avoir été membre de l'union locale durant 12 mois consécutifs suivant sa réadmission, et ce membre ne pourra être mis en candidature ou détenir un poste selon les stipulations de la section 31, avant 24 mois consécutifs suivant sa réadmission. Ce privilège de réadmission ne peut être utilisé plus d'une fois dans une période de trois ans. Dans les cas de nouveaux ou d'anciens membres, de membres ayant démissionné ou ayant été expulsés, ou de postulants selon la constitution et les statuts de la Fraternité unie travaillant au détriment de la Fraternité unie, l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional, en vertu de leurs règlements, peuvent imposer des frais spéciaux d'initiation ne pouvant dépasser cinquante dollars (50,00\$) de plus que leurs frais régulier d'initiation.

RETRAIT CONDITIONNEL

C Lors d'une mise à pied, un membre travaillant sous une convention collective industrielle (membre hors de l'industrie de la construction) et ayant payé ses cotisations pour le mois courant, peut demander un retrait conditionnel. Si le membre demande d'être réadmis dans les 24 mois, il pourra réactiver son statut de membre de l'union locale qui lui a accordé le retrait conditionnel sans avoir à payer les frais d'initiation. Si ce membre, au moment d'être réactivé, paie toutes les cotisations pour les mois de son retrait, il conservera sa date d'initiation antérieure et, en conformité avec la section 45K, il reprendra son statut pour les bénéfices trois mois après la date de sa réintégration, mais le temps pendant lequel le membre était en retrait conditionnel ne sera pas considéré comme temps en règle pour le calcul de bénéfices. Si le membre choisit de ne pas payer les cotisations pour son temps de retrait et commence à payer des cotisations en date du mois courant, sa date de réintégration deviendra sa nouvelle date d'initiation et son statut pour les bénéfices sera calculé comme s'il était un nouveau membre. Lorsqu'un membre en retrait conditionnel est réactivé, son droit de vote sera rétabli après avoir été membre de l'union locale durant 12 mois consécutifs suivant sa réintégration, et ce membre ne pourra être mis en candidature ou détenir un poste avant 24 mois consécutifs suivant sa réintégration en tant que membre de l'union locale, et il devra satisfaire les exigences de la section 31.

MEMBRE AYANT DROIT AUX DONS FUNÉRAIRES

A Section 48. Un don funéraire est payable à un membre éligible selon l'échelle de bénéfices ci-dessous. Un membre éligible est une personne admise comme membre de la Fraternité unie avant le 1er janvier 1994, n'étant pas âgé de plus de 60 ans lors de son admission, décédant pendant qu'il est en règle et au moins trois mois après s'être acquitté pleinement des arrérages de ses cotisations mensuelles, et ayant au moins trente (30) ans de service continu en

tant que membre sous l'échelle 1 ou 2 au moment de son décès. Les membres admis avant le 1er janvier 1994 conserveront la classification d'échelle détenue au 31 décembre 1993, sujet aux dispositions de la section 25I; cependant, les membres travaillant dans l'industrie de la construction ne seront pas éligibles au statut de l'échelle 2.

Échelle de bénéfices 1: Un membre éligible ayant trente (30) ans de service continu comme membre et ayant un statut d'échelle 1 au moment de son décès, a droit à un don funéraire de 1000,00\$.

Échelle de bénéfices 2: Un membre éligible ayant trente (30) ans de service continu comme membre et ayant un statut d'échelle 2 au moment de son décès, a droit à un don funéraire de 300,00\$.

B Le but du don funéraire est d'assurer une sépulture respectable au membre décédé; conséquemment, lors du décès d'un membre en règle, tel que défini à la section 45, le don funéraire sera versé dans l'ordre prioritaire suivant: (1) à toute personne (y compris la succession du membre décédé) présentant preuve satisfaisante de s'être acquittée des frais funéraires, le moindre d'un montant ne dépassant pas le don total ou du montant de la facture des frais funéraires; (2) si aucune preuve satisfaisante, telle que requise en (1), n'est reçue dans les soixante (60) jours du décès du membre, ou s'il reste un solde après le paiement fait en (1), le don total, ou ce solde, pourra être versé (a) au conjoint survivant, s'il y en a; (b) s'il n'y a pas de conjoint survivant, à son ou ses enfants survivants, s'il y en a, en montants à être déterminés à la seule discrétion du secrétaire-trésorier général; (c) s'il n'y a pas de conjoint ni d'enfants survivants, à la succession du défunt. S'il apparaît, à la satisfaction du secrétaire-trésorier général, que le défunt n'avait pas suffisamment de biens pour justifier l'établissement d'une succession, le paiement se fera à la seule discrétion du trésorier

général à la personne qui a assumé la responsabilité d'assurer au défunt une sépulture respectable.

C Tous les revenus de la Fraternité unie, y compris les fonds servant au paiement des dons selon la constitution, font partie des avoirs de la Fraternité unie pour l'administration générale de la Fraternité et peuvent être sujets aux réclamations des créanciers généraux de la Fraternité unie. Si les réclamations des créanciers généraux de la Fraternité unie ou si d'autres circonstances nécessitent l'utilisation de ces fonds, il pourrait s'avérer nécessaire de réduire ou d'annuler le paiement des dons prévus par la constitution.

DEMANDE DE DON FUNÉRAIRE

A Section 49. La personne qui fait la demande de don funéraire fournira à l'union locale concernée une copie du certificat de décès et, s'il est approuvé par l'union locale, il sera envoyé par le secrétaire financier au secrétaire-trésorier général avec le certificat de réclamation de la Fraternité unie dûment rempli, ainsi que tous les autres documents requis.

B Toutes les demandes de dons relativement aux membres décédés avant le 1^{er} janvier 2006 doivent être faites auprès du secrétaire-trésorier général dans les six mois de la date du décès, à défaut de quoi la demande ne sera pas valide. Toutes les demandes de dons relativement aux membres décédés le ou après le 1^{er} janvier 2006 doivent être faites auprès du secrétaire-trésorier général dans les douze mois de la date du décès, à défaut de quoi la demande ne sera pas valide.

C Sur réception d'une réclamation, le secrétaire-trésorier général enquêtera et, si elle est approuvée, enverra aussitôt au secrétaire financier un chèque ou un mandat au montant du don dû et payable à la personne autorisée à le recevoir.

D Tout officier, membre ou union locale utilisant des moyens malhonnêtes pour l'obtention de dons, faisant une fausse déclaration, présentant ou signant, en pleine connaissance, une réclamation de dons frauduleuse, pourra être mis à l'amende, suspendu ou expulsé de la Fraternité unie s'il est reconnu coupable, avec preuve, suite à la portée d'accusations.

COTISATIONS RÉDUITES

A Section 50. Les cotisations des membres ne travaillant plus dans le métier, étant âgés de plus de 65 ans, et ayant au moins 30 ans de service continu comme membre, seront de six dollars (6,00\$) par mois. L'union locale remettra au secrétaire-trésorier général une taxe per capita de quatre dollars (4,00\$) par mois pour chacun de ces membres. Ces revenus seront utilisés à l'administration générale de la Fraternité unie.

B Les cotisations des membres ne travaillant plus dans le métier et qui sont atteints d'une invalidité totale seront de six dollars (6,00\$) par mois. L'union locale remettra au secrétaire-trésorier général une taxe per capita de quatre dollars (4,00\$) par mois pour chacun de ces membres. Ces revenus seront utilisés à l'administration générale de la Fraternité unie. Aux fins de la présente disposition, un membre est considéré comme totalement invalide s'il touche une rente d'invalidité de la sécurité sociale américaine, du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

A Section 51. Un officier ou un membre reconnu coupable d'une des infractions énumérées ci-dessous, à la suite d'une mise en accusation et d'un procès conforme à la section 52, pourra être réprimandé, mis à l'amende, suspendu ou expulsé seulement à la suite d'un vote majoritaire des membres de l'union locale présents à une assemblée régulière ou des délégués au conseil de district ou au

conseil régional ayant juridiction sur cette infraction. Cependant, une union locale industrielle ou un conseil industriel ne peut réprimander, imposer d'amende à un membre, le suspendre ni le radier, sauf si ce dernier est un officier de cette union local ou de ce conseil ou était un officier d'une union locale ou d'un conseil au moment de l'infraction alléguée. Dans les cas des conseils industriels, les amendes ou la suspension des droits d'un membre peuvent être imposées à la suite d'un vote majoritaire du comité exécutif. Les expulsions peuvent être ordonnées seulement à la suite d'un vote majoritaire des délégués au conseil industriel.

- (1) Causer la dissension au sein des membres de la Fraternité unie.
- (2) Préconiser la division des fonds de la Fraternité unie ou d'un organisme subordonné.
- (3) Préconiser la séparation d'un organisme subordonné de la Fraternité unie.
- (4) Détournement, par un membre ou un candidat, de fonds d'un organisme subordonné ou de sommes lui ayant été confiées pour le compte de cet organisme subordonné.
- (5) Harcèlement déplacé d'un membre de la Fraternité unie.
- (6) Frauder la Fraternité unie ou un organisme subordonné.
- (7) Fournir une liste des membres à une personne non autorisée, sans l'assentiment de l'union locale.
- (8) Divulguer les affaires d'un organisme subordonné, sans son consentement, à une personne non autorisée.

- (9) Divulguer le mot de passe trimestriel dans le but autre que d'entrer à la réunion.
- (10) Traverser ou travailler derrière une ligne de piquetage dûment autorisée par un organisme subordonné de la Fraternité unie.
- (11) Omettre d'obtenir une autorisation de transfert avant de travailler dans une localité où une grève ou un lock-out est éminent ou en déjà cours.
- (12) Travailler à forfait pour un propriétaire, constructeur, entrepreneur, manufacturier ou employeur.
- (13) Violer l'engagement.
- (14) Solliciter ou accepter, à titre de candidat à un poste électif, des contributions de personnes autres que des membres de la Fraternité unie.

B Un membre accusé d'enfreindre les règlements ou les règles de métier dans la localité où il travaille, peut se voir accuser et mis à procès conformément à la section 52 et, s'il est reconnu coupable, pourra se voir imposer une amende ne devant pas dépasser trois cents dollars (300,00\$) par l'union locale, le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel ayant juridiction. Cependant, une union locale industrielle ou un conseil industriel ne peut mettre à procès un membre ni lui imposer une amende, sauf si ce dernier est un officier de cette union locale ou de ce conseil.

C Aucun officier, représentant ou membre de la Fraternité unie ou d'un conseil ou d'une union locale ne sera sujet d'accusations ou de procès résultant d'actions posées dans le but de se soumettre, d'aider ou de coopérer dans la mise en application de directives ou de décisions de la Fraternité unie ou d'un officier général.

D Un membre contre lequel des accusations sont portées pourra assister aux assemblées jusqu'au moment de la disposition de ces accusations. Un officier, agent d'affaires, délégué ou membre d'un comité peut être suspendu de son poste par vote majoritaire de membres d'une union locale lors d'une assemblée régulière, ou par vote majoritaire de délégués d'un conseil de district ou du comité exécutif d'un conseil industriel, pendant que son cas est en suspens. Lorsqu'une union locale est affiliée à un conseil de district ou à un conseil régional, seul le conseil de district aura le pouvoir de voter sur cette suspension. Lorsqu'une union locale est affiliée à un conseil industriel, seul le conseil de district ou le conseil régional aura le pouvoir de voter sur cette suspension. Un officier ou un agent d'affaires peut être suspendu sans rémunération, mais si cet officier ou agent d'affaires est reconnu non coupable des accusations, par le comité des procès ou à la suite d'un appel, il aura droit à recouvrer toutes les sommes retenues par l'union locale, le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel.

ACCUSATIONS ET PROCÈS

A Section 52. Un membre accusé d'une infraction selon la section 51, les règlements ou les règles de métier devra avoir un procès juste et impartial, et il devra épuiser tous les recours permis par les sections 52 et 53 avant de porter sa cause devant les tribunaux civils.

B Un membre doit être accusé et avoir son procès dans la juridiction de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel où l'infraction a été commise. Là où un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel existe, toutes les accusations devront être portées, et les procès entendus devant le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel. Le conseil exécutif général aura cependant le pouvoir d'initier et de tenir des procès en conformité avec les stipulations de la section 14D. Lorsqu'un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel est sous tutelle, le président

général peut autoriser le dépôt et le traitement des accusations dans une union locale affiliée. Par ailleurs, une union locale industrielle ou un conseil industriel ne peut accuser ni mettre à procès un membre, sauf si ce dernier est un officier de cette union locale ou de ce conseil ou était un officier d'une union locale ou d'un conseil au moment de l'infraction alléguée.

C Toutes les accusations doivent être faites par écrit, identifier le paragraphe spécifique de la section 51 ou des règlements ou règles de métier enfreints, et contenir un bref énoncé des faits sur lesquels l'accusation est basée.

D Lorsque des accusations sont déposées dans l'union locale, le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel, elles seront aussitôt référées au comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel.

- (1) Le comité exécutif devra rejeter toute accusation présumant une infraction décrite à la section 51A, déposée plus que six (6) mois après la date à laquelle elle a été commise ou aurait dû raisonnablement être découverte; toute accusation présumant une infraction aux règlements ou règles de métier, déposée plus de trente (30) jours après la date à laquelle elle a été commise ou aurait dû raisonnablement être découverte; et toute autre accusation jugée par le comité exécutif comme étant sans fondement suffisant ou non conforme aux paragraphes B et C précédents.
- (2) Si le comité exécutif juge les accusations conformes aux paragraphes B et C précédents, le membre sera avisé par écrit de se présenter devant le comité exécutif. Les accusations seront alors traitées selon une des alternatives suivantes:

- (a) Le comité exécutif peut considérer les charges comme non recevables pour une raison stipulée au paragraphe 1 ci-haut ou parce que l'accusé ne se présente pas devant le comité exécutif après avoir été informé par écrit de comparaître devant le comité.
- (b) Le comité exécutif peut référer à l'union locale, au conseil de district ou au conseil régional, ou au comité de procès du conseil industriel les accusations à être soumises à un procès.
- (c) Une union locale, un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel peut adopter une procédure par laquelle un membre peut plaider coupable aux accusations spécifiques, payer une amende ou recevoir une réprimande acceptable à l'accusé et à l'union locale ou au conseil, et renoncer à un procès et à tous les appels (sauf les appels pour violation de l'entente de renonciation). L'entente de renonciation doit énumérer les sections qui ont été présumées enfreintes ainsi que les spécifications des accusations.

E Les accusations référées à l'union locale, au conseil de district ou au conseil régional doivent être lues lors de la réunion et demeurer en suspens jusqu'à la prochaine réunion, et le membre doit être avisé, par courrier recommandé, par le secrétaire-archiviste de l'union locale ou du conseil, de se présenter à la réunion et, à la même occasion, de recevoir du secrétaire-archiviste une copie des accusations spécifiées. Si un comité permanent de procès a été établi, cet avis inclura la liste des noms des membres de ce comité et informera le membre de son droit de rayer n'importe lesquels trois noms qui apparaissent à cette liste, et l'accusateur devra recevoir au même moment une copie de cette liste et devra être informé de son droit de rayer trois noms. Cet avis sera envoyé à la dernière adresse connue du membre. Dans le cas d'un conseil industriel, l'accusé

recevra du secrétaire du comité exécutif, une copie des accusations qui sera envoyée à sa dernière adresse connue, ainsi que la liste des noms des membres du comité permanent de procès ainsi qu'un avis informant le membre de son droit de rayer n'importe lesquels trois noms qui apparaissent à cette liste. L'accusateur devra recevoir au même moment une copie de la liste des noms des membres du comité permanent de procès et devra être informé de son droit de contester trois de ces membres.

F Un comité de procès composé de cinq membres de l'union locale ou de cinq délégués au conseil de district sera choisi comme suit:

- (1) L'union locale, le conseil de district ou le conseil régional mettra onze membres ou délégués en nomination. Le secrétaire-archiviste de l'union locale ou du conseil de district mettra tous les noms dans une boîte de scrutin et le vice-président pigera des noms de cette boîte et les lira à haute voix jusqu'à ce que cinq noms soient choisis. L'accusé et l'accusateur auront chacun le droit de contester n'importe lesquels trois membres du comité de procès; un membre ainsi contesté ne pourra servir. Lorsque les cinq auront été choisis, ils constitueront le comité de procès et la cause leur sera assignée pour procès.
- (2) Alternativement, l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional peut nommer ou élire un comité permanent de procès composé d'onze membres. Si l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional reçoit, dans tout cas, dans les délais prescrits, les noms des membres qui doivent être récusés, ces noms seront retirés de la liste. Après que la période de contestation est terminée, l'union locale, le conseil de district ou le conseil régional nommera cinq membres du comité

permanent de procès pour entendre la cause et elle leur sera assignée pour procès.

- (3) Le président d'un conseil industriel devra nommer un comité permanent de procès composé d'onze membres provenant des unions locales affiliées à ce conseil industriel. Si le secrétaire reçoit, dans tout cas, dans les délais prescrits, les noms des membres qui doivent être récusés, ces noms seront retirés de la liste. Après que la période de contestation est terminée, le secrétaire nommera cinq membres du comité permanent de procès pour entendre la cause et elle leur sera assignée pour procès.

G Tout officier ou membre étant partie à, ou directement impliqué dans une cause dans une union locale, un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel, ne pourra siéger en tant que membre du comité de procès. Les membres du comité exécutif de l'union locale (lorsque des accusations sont traitées à l'union locale), ou les membres du comité exécutif du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel (lorsque les accusations sont traitées par le conseil de district, par le conseil régional ou par le conseil industriel) ne pourront servir comme membres du comité de procès. Lorsque le nombre de délégués est insuffisant pour former le jury du comité de procès, le conseil de district aura recours à des membres des unions locales affiliées.

H À la demande de la présidence du comité de procès, le secrétaire-archiviste de l'union locale ou le secrétaire du conseil de district, conseil régional ou conseil industriel convoquera par écrit, sans délai, l'accusé et l'accusateur ainsi que tous les témoins dont les noms ont été soumis par écrit, et la cause sera entendue aux dates déterminées par la présidence.

I L'accusé et l'accusateur pourront comparaître devant le comité de procès en personne et avec/ou représentés par un conseiller (qui doit être un membre de la Fraternité unie) et auront le droit d'être présents en tout temps lors de la présentation de la preuve au comité de procès. Tous les témoignages seront fidèlement enregistrés par écrit. Il n'y aura qu'un seul procès-verbal officiel des procédures tel qu'autorisé par le comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel et la présidence du comité de procès interdira l'enregistrement électronique ou toute autre transcription des procédures autre que par le greffier officiel désigné. Des personnes qui ne sont pas membres peuvent être appelées comme témoins par l'une ou l'autre partie. Aucun membre ne peut être suspendu, expulsé ou mis à l'amende d'un montant dépassant deux cent cinquante dollars (250,00\$) si les procédures du comité de procès n'ont pas été enregistrées correctement par un sténographe compétent qui ne doit pas nécessairement être un membre. Si le membre omet de comparaître, le comité de procès conduira le procès comme s'il était présent. Dans le cas où l'accusateur omet de comparaître, des frais de procès ne dépassant pas cinquante dollars (50,00\$) lui seront imposés et la présidence du comité de procès rendra, sur-le-champ, une ordonnance de non-lieu sur les accusations.

J La procédure de procès suivante devra être observée:

- (1) La présidence lira les accusations et demandera à l'accusé s'il plaide «coupable» ou «non coupable». S'il plaide «coupable», le comité de procès le reconnaîtra comme tel et rapportera son verdict au comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel sans autres délibérations. Si l'accusé plaide «non coupable», le procès ira de l'avant.

- (2) La cause de l'accusateur sera présentée en premier.
- (3) Les témoins seront appelés un à la fois dans la salle de tribunal et la quitteront lorsqu'ils auront terminé leur témoignage, sujets à être rappelés par le comité de procès ou par l'une ou l'autre des parties.
- (4) Les témoins de l'accusateur seront appelés en premier.
- (5) Chacune des parties ou son conseiller pourront soumettre les témoins de la partie adverse à un contre-interrogatoire.
- (6) Avant que le comité de procès commence à délibérer, toutes les autres personnes devront quitter la salle de tribunal.

K Lorsque le comité en est arrivé à une décision dans la cause, la présidence du comité en avisera le comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel. Le comité soumettra à l'union locale, au conseil de district, au conseil régional ou au conseil industriel, un rapport écrit complet de la cause et de leur verdict. Le comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil régional ou du conseil industriel avisera l'accusé de la réunion à laquelle le rapport du comité sera présenté et que s'il est reconnu coupable, la pénalité à être imposée sera considérée lors de cette réunion. Cet avis sera envoyé par la poste à l'accusé et à l'accusateur, à leur dernière adresse connue, au moins dix (10) jours avant la réunion à laquelle le comité fera rapport.

L Si l'accusé est reconnu coupable, le comité de procès recommandera dans son rapport toute pénalité légale jugée appropriée, qui devra par la suite être approuvée par la majorité des membres présents. Il n'y aura aucun débat ni revue de la cause par le comité exécutif de l'union locale, du conseil de district, du conseil

régional ou du conseil industriel, sauf que l'accusé et l'accusateur pourront plaider ou énoncer leur position respective. Le président annoncera la pénalité. Le membre accusé ainsi que son union locale seront avisés du verdict et de la pénalité.

M La pénalité imposée à un membre peut être mise de côté ou réduite, avant qu'un appel soit déposé, par vote majoritaire des membres de l'organisme subordonné l'ayant imposée. Après le dépôt d'un appel, la pénalité peut être réduite ou mise de côté seulement avec l'approbation du conseil exécutif général.

APPELS ET GRIEFS

A Section 53. Un membre reconnu coupable d'une infraction selon la section 52, peut en appeler de cette décision auprès du secrétaire-trésorier général conformément aux dispositions de la présente section. Aucun appel d'un verdict de non-culpabilité d'accusations portées contre un membre par le comité de procès, ne sera permis. Tous les appels reçus en bonne forme seront référés par le secrétaire-trésorier général au comité d'appels pour décision, sujette à un appel final auprès du conseil exécutif général; cependant, les causes impliquant une expulsion pourront en être appelées auprès du congrès général.

B Un comité d'appels sera nommé par le président général et sera composé de cinq (5) membres. Le président du comité d'appels sera nommé par le président général et tous les membres de ce comité serviront à la discrétion du président général. Trois (3) membres constitueront le quorum du comité d'appels et il pourra décider, par vote majoritaire des membres présents et votant lors d'une réunion où il y a quorum, d'une cause portée à son attention. Lorsque requis par les circonstances et sujet à l'approbation du président général, le président du comité d'appels pourra désigner un ou plusieurs membres du comité d'appels pour tenir une audience ou autre enquête dans une cause et faire rapport des résultats et des

recommandations lors de la prochaine réunion du comité d'appels. La décision du comité d'appels sera rapportée par son président au secrétaire-trésorier général qui en avisera les parties.

C Les pénalités imposées par une union locale, un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel ne prendront pas effet pendant qu'un appel est en suspens auprès du comité d'appels, sauf tel que prévu ici. La pénalité d'expulsion et de suspension n'entrera pas en vigueur durant la période prévue pour porter un appel selon la section 53D.

- (1) Aucun appel ne peut être retenu par le comité d'appels où une somme excédant cinquante dollars (50,00\$) est en cause à moins que l'appelant ait versé au préalable, en dépôt, à l'union locale, au conseil de district, au conseil régional ou au conseil industriel, cinquante dollars (50,00\$) qui seront retenus jusqu'à ce que le jugement d'appel ait été rendu par le comité d'appels, et si ce jugement est contre l'appelant, le plein montant de l'imposition doit être payé avant d'en appeler de ce jugement.
- (2) Dans tous les cas où l'amende est de cinquante dollars (50,00\$) ou moins, le membre devra payer le plein montant de cette amende à l'union locale, conseil de district ou conseil industriel qui l'a imposée.
- (3) Lorsqu'une amende est imposée par une union locale, un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel et qu'un appel est déposé, toute somme versée de cette amende sera détenue par l'organisme qui l'a imposée jusqu'à ce que l'appel soit finalisé et complètement décidé.

D Un appel doit être déposé auprès du comité d'appels dans les soixante (60) jours de la date d'imposition de la pénalité. (Un appel sera considéré comme déposé en date de sa réception au siège social

de la Fraternité unie tel que stipulé à la section 53I.) Une copie de l'appel sera postée et livrée à l'union locale, au conseil de district, au conseil régional ou au conseil industriel imposant la pénalité. Tout appel devra contenir:

- (1) Un bref exposé de la cause et des raisons évoquées par l'appelant.
- (2) La pénalité, la date d'imposition, et l'union locale, conseil de district ou conseil industriel qui l'a imposée.

Tout appel doit être assermenté devant un notaire. Si une amende est en cause, l'appel doit être accompagné d'un reçu indiquant le paiement du montant requis au paragraphe C de la présente section.

E Lorsqu'un appel est déposé, l'union locale, le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel devra déposer une réponse qui contiendra:

- (1) Une copie des accusations.
- (2) Une copie du procès-verbal et/ou transcription du comité de procès où figurent les preuves soumises au procès.
- (3) Le rapport du comité de procès.
- (4) La pénalité imposée à l'appelant, le vote sur celle-ci et sa date d'imposition.

Cette réponse doit être assermentée devant notaire et déposée auprès du secrétaire-trésorier général dans les trente (30) jours de l'avis d'acceptation de l'appel. Une copie de cette réponse, ainsi qu'un procès-verbal complet du comité de procès seront remis à l'appelant par l'union locale ou le conseil qui a approuvé la pénalité.

F Si une union locale, un conseil de district, un conseil régional ou un conseil industriel omet de déposer une réponse conforme aux dispositions de la section 53E, le comité d'appels pourra néanmoins décider de l'appel sur la base des preuves devant lui, et aucun autre appel par l'union locale, le conseil de district, le conseil régional ou le conseil industriel ne sera accepté.

G Un membre, ou une union locale, un conseil de district, un conseil régional, un conseil d'état, un conseil provincial ou un conseil industriel ayant un grief peut en appeler auprès du président général dans les trente (30) jours de la date à laquelle le grief s'est produit. Toutes les contestations de mises en candidature ou d'élection, ou des procédures d'élection, dans tout organisme subordonné, peuvent faire l'objet d'un appel auprès du président général dans les trente (30) jours de la date de l'élection. Les griefs et les contestations d'élections doivent être faits par écrit et contenir une brève exposition des motifs sur lesquels ils sont basés. Les décisions du président général concernant les contestations de mises en candidature ou d'élection, ou des procédures d'élection, seront finales. Les décisions du président général concernant les griefs pourront en être appelées auprès du conseil exécutif général dont la décision sera finale. De plus, toutes les décisions du conseil exécutif général concernant la juridiction géographique, les fusions, les consolidations, et la formation de conseils seront finales.

H Tous les appels de décisions du président général ou du comité d'appels auprès du conseil exécutif général devront être déposés auprès du secrétaire-trésorier général dans les trente (30) jours de la date de réception de la décision du président général ou de l'avis de décision du comité d'appels. De plus, tout appel d'une décision du conseil exécutif général auprès du congrès général devra être déposé auprès du secrétaire-trésorier général dans les trente (30) jours de la date de réception de la décision du conseil exécutif général.

I Un appel, une contestation, un grief ou une réponse sera considéré comme ayant été déposé, pour les fins de cette section, à la date qu'il aura été reçu au siège social de la Fraternité unie; s'ils sont reçus un lundi ou le jour suivant un congé statutaire, ils seront considérés comme ayant été déposés le dernier jour précédant où le siège social était ouvert pour affaires.

J Les membres, les unions locales et les conseils doivent épuiser tous les recours administratifs prévus à cette section avant d'entreprendre des procédures légales dans toute cour ou agence prévue par la loi. Cette disposition n'a toutefois pas pour effet d'annuler ni de restreindre le droit d'en appeler aux forces de l'ordre pour le demander de remédier à des infractions présumées du code criminel.

FONDS DES UNIONS LOCALES

A Section 54. Les fonds généraux ou les biens d'une union locale ou d'un conseil seront utilisés uniquement aux fins spécifiées dans la constitution et les statuts de la Fraternité unie et dans la mesure où ils seront nécessaires à la transaction et la bonne conduite de ses affaires, à savoir: le paiement des salaires et des bénéfices aux membres malades, les dépenses reliées à la papeterie, les livres, les cartes et l'imprimerie, le paiement du loyer, ou toute autre facture légalement autorisée par l'union locale ou le conseil. En aucune circonstance, toute portion des fonds généraux ne servira pour des prêts ou des dons aux membres, à une caisse de prévoyance, à une caisse d'économie parrainée par l'union locale ou par le conseil, ou à des fins politiques ou religieuses, sauf dans les cas approuvés par le président général. Une infraction à cette section expose l'union locale ou le conseil à la pénalité de suspension. Les fonds devant servir à d'autres fins devront provenir d'une caisse de prévoyance.

B Aucun dons pour quelque raison que ce soit, sauf pour les bénéfices de maladie, ne seront faits à moins d'un vote majoritaire des membres présents, et ces dons ne pourront être déclarés valides à la réunion où ils sont introduits, mais devront demeurer en suspens jusqu'à la prochaine réunion (à l'exception des cas de demandes d'aide d'unions locales en grève approuvées par le conseil exécutif général).

C Les fonds ou les biens d'une union locale ne peuvent être divisés d'aucune façon entre les membres individuels, mais doivent demeurer la propriété de l'union locale pour toutes fins légitimes.

D Toutes les sommes payées des fonds d'une union locale, à l'exception de la taxe per capita, le coût des cautions des officiers et les paiements requis à la section 59B, seront approuvées par vote majoritaire des membres présents. On ne pourra voter sur aucune appropriation d'argent après 22hres 30.

E Une union locale percevant plus que les cotisations minimales stipulées à la section 45A ou un conseil, peut mettre sur pied une caisse spéciale de secours et de prévoyance pour utilisation séparée du fonds général. Les unions locales pourront utiliser la part des cotisations dépassant celles mentionnées ci-dessus, les impositions perçues pour défaut d'assister à une réunion spéciale ou régulière, les revenus d'activités sociales, et pourront percevoir une imposition pour cette caisse conforme aux stipulations régissant les impositions spéciales. Les conseils peuvent allouer tout revenu dépassant les besoins pour assurer leur bon fonctionnement à une telle caisse de prévoyance.

F Cette caisse peut être utilisée pour venir en aide à des membres âgés, à des organisations, ou à toute autre fin qu'en décidera l'union locale, sauf pour appuyer une organisation rivale, à des fins de politique partisane ou religieuses, où pour faire des investissements

dans la caisse d'économie parrainée par l'union locale, ou à toutes les autres fins contraires aux intérêts de la Fraternité unie; pourvu cependant que si cette caisse sert à l'achat d'une propriété, celle-ci devra être détenue au nom de l'union locale ou du conseil de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique tel que requis par la constitution de la Fraternité unie. Le terme politique partisane n'inclut pas un appui ou une contribution financière à un candidat à un poste au niveau d'état, provincial ou local en autant qu'un tel appui ou contribution ne soit pas en contravention à la loi, qu'il soit approuvé par vote des membres ou des délégués de l'organisme, et qu'il soit fondé, non pas sur la politique partisane ou l'affiliation politique du candidat, mais sur la position prise par le candidat en tant que supporteur et promoteur des buts, principes et objectifs législatifs de notre organisation.

GRÈVES GÉNÉRALES ET LOCK-OUT

A Section 55. Les grèves et les lock-out dans le territoire d'une union locale ou d'un conseil seront financés par l'union locale ou le conseil tel que prévu au paragraphe B de cette section, ainsi que par des fonds que l'union locale ou le conseil pourra s'approprier et se prévaloir par une imposition séparée. La Fraternité unie ne sera pas financièrement responsable pour ces grèves ou lock-out, et le fait qu'elle ait approuvé l'action de grève dans le territoire d'une union locale ou d'un conseil ou qu'elle ait nommé un représentant pour aider l'union locale ou le conseil à résoudre le conflit ou à négocier une entente, n'imputera pas de responsabilité financière pour une grève ou un lock-out. Le conseil exécutif général peut, à sa discrétion, accorder une aide financière supplémentaire à une union locale ou à un conseil dans le cas d'une grève ou d'un lock-out d'un montant tel et selon les conditions jugés par le conseil exécutif général comme appropriés et consistants avec les intérêts de toute la Fraternité unie. Une union locale ou un conseil sollicitant ou obtenant cette aide financière supplémentaire devra se conformer aux dispositions suivantes de la section 55. Le pouvoir du conseil

exécutif général établi dans cette section peut être exercé par le président général, en consultation avec le secrétaire-trésorier général et le trésorier général, conformément aux règles pouvant de temps en temps être adoptées par le conseil exécutif général. Les demandes d'aide financières, accompagnées de toutes pièces justificatives seront soumises au président général.

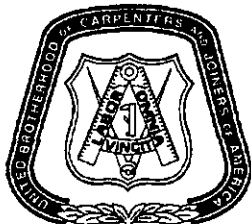
B Les membres affectés par une grève à qui l'on permet de travailler dans la région où la grève se déroule, paieront au conseil de district, au conseil régional ou à l'union locale une somme d'au moins deux heures de salaire pour chaque jour travaillé durant la grève pour l'établissement d'un fonds de défense et de grève. Ce fonds servira à fournir des bénéfices pour les membres sans emploi à cause de la grève et à payer les factures et autres dépenses encourues reliées à cette grève. Une union locale ou un conseil possédant des réserves adéquates dans son fonds de grève peut demander une dispense du président général afin de réduire le montant de l'imposition payable selon cette section.

ÉTIQUETTE DE FABRICATION SYNDICALE

A Section 56. L'étiquette de fabrication syndicale officielle de la Fraternité unie sera le sigle suivant:



B L'emblème officiel de la Fraternité unie sera le sigle suivant:



C Le siège social, avec l'aide de certains conseils de district, conseils régionaux ou unions locales, fera enregistrer l'étiquette de fabrication syndicale le plus tôt possible dans chaque état ou province. L'enregistrement se fera au nom de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique et les frais seront payés par le siège social. Après un tel enregistrement, chaque conseil de district, conseil régional ou union locale, là où il n'y a pas de conseil de district ni de conseil régional, demandera au vice-président général l'autorisation d'utiliser l'étiquette de fabrication syndicale et, fournira l'information pouvant être requise quant aux conditions dans ce district et, après réception de l'autorisation du vice-président général, émettra à tous les ateliers et toutes les usines qui y ont droit, les étiquettes sous la forme illustrée auparavant, avec le nom et le numéro, imprimés à l'endroit approprié sur l'étiquette, du conseil de district, du conseil régional ou de l'union locale les distribuant, et toutes les étiquettes devront être obtenues du siège social qui les fournira au prix coûtant selon les conditions ici-stipulées.

D Aucune entente avec une compagnie accordant la permission d'utiliser l'étiquette de fabrication syndicale après le 1er avril 1916, ne sera faite ou renouvelée à moins que tous les ateliers et toutes les usines de cette compagnie aient une journée de travail de huit heures ou moins et emploient uniquement des membres de la Fraternité unie, sauf si une dispense à cet effet a été accordée par le président général sur demande du conseil de district, du conseil régional ou de l'union locale.

E Chaque atelier, usine ou manufacture aura un délégué d'atelier surveillant l'utilisation de l'étiquette, de l'estampe ou de la matrice; il verra à ce que l'étiquette, l'estampe ou la matrice ne soit apposée sur aucune pièce manufacturée autre que celles fabriquées selon les conditions de l'entente. Cette étiquette doit être apposée à l'article dans l'atelier ou l'usine où il est fabriqué et ne doit en aucun temps être retirée pour utilisation hors de l'atelier ou de l'usine. Il revient

au délégué d'atelier de veiller à ce que l'entente convenue avec le conseil de district, le conseil régional ou l'union locale soit intégralement respectée.

F Le délégué d'atelier sera nommé par l'agent d'affaires ou élu par les employés de l'atelier, de l'usine ou de la manufacture où il travaille. Le délégué d'atelier ne pourra être relevé de son poste, sauf pour raisons valables, et ce seulement selon la même procédure utilisée lors de son choix.

G En aucun cas un employeur ne pourra manipuler les étiquettes ou ne les aura en sa charge, ni aucune autre personne qu'un membre de la Fraternité unie ne pourra les apposer, et le délégué d'atelier devra les garder sous clé en tout temps de sorte que personne d'autre n'y ait accès. Toutes les étiquettes seront apposées au produit fini par un membre de la Fraternité unie de sorte qu'elles ne puissent être enlevées sans les détruire.

H Chaque étiquette, sauf une décalcomanie, sera estampillée du numéro de l'atelier ou de l'usine. Lorsqu'une étiquette, à l'exception d'une décalcomanie, est apposée sans le numéro de l'usine, elle sera considérée comme fausse. Le numéro de l'usine, avec le nom du conseil de district, du conseil régional ou de l'union locale émettant l'étiquette, permettra la reconnaissance du produit d'une usine en particulier à travers la juridiction de la Fraternité unie.

I Il sera du devoir du secrétaire de chaque conseil de district, conseil régional ou union locale émettant les étiquettes de tenir un compte correct et précis de toutes les étiquettes reçues du siège social, de leurs numéros et des usines à qui elles ont été émises, et de fournir toutes les informations concernant l'utilisation de l'étiquette de fabrication syndicale qui lui sont demandées par le conseil de district ou par le vice-président général.

J Le délégué d'atelier recevra les étiquettes, tiendra compte de leur utilisation, et fera un rapport mensuel, ou plus fréquent si requis, au conseil de district, au conseil régional ou à l'union locale et, sur demande, au vice-président général.

K Sur demande du vice-président général, un représentant fera enquête sur les conditions dans toute usine utilisant l'étiquette de fabrication syndicale, et sur réception de son rapport, le président général en fournira une copie au vice-président général.

L Dans le cas d'une violation de l'entente ou de grief contre un employeur, l'usage de l'étiquette sera retiré lorsque cela est ordonné par le vice-président général.

M Le premier vice-président général, avec l'assentiment du conseil exécutif général, pourra ordonner le retrait de l'étiquette de tout atelier, usine ou manufacture à la suite d'accusations dûment portées, et pourra réglementer et faire enquête sur l'émission de l'étiquette en conformité avec la constitution et les statuts de la Fraternité unie. Le vice-président général pourra accorder une dispense d'utilisation de l'étiquette, de l'estampe ou de la matrice là où cela s'avère bénéfique à l'organisation.

N Il incombera à tous les conseils de district, conseils régionaux ou unions locales et à chaque membre de promouvoir l'utilisation et l'installation de moulures et ouvrages de menuiserie usinés, d'installations dans les hôtels, les banques, les bars, les magasins et les bureaux, et de mobilier d'église, d'école ou de maison, etc., affichant l'étiquette de fabrication syndicale, et de bien faire savoir aux membres de l'union locale qu'il est essentiel pour tous les membres travaillant dans un atelier ou une usine et pour la Fraternité unie que les produits fabriqués dans des manufactures, ateliers ou usines employant uniquement des membres de la Fraternité unie soient installés par des confrères de l'organisation.

O Lorsqu'un propriétaire ou un architecte requiert que des matériaux de fabrication syndicale soient utilisés dans une construction d'édifice ou autre chantier, aucun autre matériau d'autre provenance ne sera manipulé par les membres de la Fraternité sous peine de suspension.

P L'utilisation frauduleuse de l'étiquette de fabrication syndicale ou de l'estampe par le délégué d'atelier résultera à des accusations portées contre lui et, s'il est reconnu coupable, après accusations et procès, il se verra, pour une première offense, imposé une amende d'au moins cinquante dollars (50,00\$) et devra quitter son poste de délégué d'atelier; pour une seconde offense il sera expulsé.

Q Aucun membre n'utilisera ou ne permettra l'utilisation d'une copie, d'une réplique ou d'un duplicata de l'étiquette et de l'emblème de la Fraternité unie ou d'une de ses parties, à des fins personnelles, commerciales ou non officielles sans l'approbation expresse écrite du conseil exécutif général.

AMENDEMENTS

A Section 57. La constitution contenue dans le présent document peut être amendée ou modifiée durant les sessions régulières du congrès par vote majoritaire des membres présents.

B Tous les amendements à la constitution soumis par les unions locales, conseils de district, régionaux, d'état ou provinciaux pour considération du congrès seront déposés auprès du secrétaire général au plus tard dans les soixante jours précédant la tenue du congrès, et ces amendements seront publiés par le secrétaire-trésorier général dans le numéro du magazine «The Carpenter» qui suit immédiatement la fin de cette échéance. Les amendements proposés indiqueront la section et le paragraphe à être amendés, seront dactylographiés, signés par le président et le secrétaire de l'union locale ou du conseil, et porteront le sceau officiel. Aucun autre

amendement ne sera considéré par le comité de la constitution, autre que ceux soumis en conformité à ce qui précède ou qui leur sont soumis par le conseil exécutif général; toutefois, des amendements émanant de la salle visant toute section pendant qu'elle fait l'objet du rapport du comité de la constitution peuvent être prises en délibéré par le comité de la constitution.

C Lorsque le conseil exécutif général juge qu'un nouveau statut ou un amendement est requis pour gouverner la Fraternité unie, il peut recommander une clause aux unions locales à être soumise à un vote général en conformité avec la présente section; et si la majorité de membres votant lors d'une assemblée spécialement convoquée appuie la recommandation, elle deviendra loi. Aucun nouveau statut ou amendement ne sera soumis à un vote des unions locales entre les congrès lorsque le résultat d'un tel vote entrerait en vigueur dans les six mois précédant la tenue du congrès général.

D Une union locale peut soumettre un amendement à la constitution de la Fraternité unie. L'amendement proposé doit être soumis au secrétaire-trésorier général, qui le publiera dans «The Carpenter» un mois avant la prochaine réunion régulière du conseil exécutif général, et si ce dernier l'approuve, l'amendement sera soumis à un vote général. Un amendement endossé lors d'assemblées spécialement convoquées à cet effet par au moins trente (30) unions locales localisées dans autant d'états et/ou de provinces, et à la condition additionnelle que le total des membres des unions locales qui ont endossé l'amendement proposé représente au moins vingt-cinq (25) pour cent de l'ensemble des membres de la Fraternité unie en date du dépôt de la proposition, l'approbation du conseil exécutif général ne sera pas requise.

E Tous les amendements proposés à la constitution doivent être soumis séparément indiquant la section et le paragraphe à être amendés.

F Lorsqu'un vote général des membres doit être tenu, les parties soumettant un amendement devront, au moment de son envoi, y joindre une déclaration donnant les raisons pour lesquelles cet amendement devrait devenir loi, et le secrétaire-trésorier général indiquera le numéro et la localité des unions locales qui endossent cet amendement. Un vote majoritaire, au scrutin secret, de tous les membres votants sera requis pour décider de tout amendement, et ce vote général, sous le sceau de l'union locale, devra être retourné au secrétaire-trésorier général dans les six semaines de la date de la circulaire appelant au vote, et le résultat, indiquant les pour et les contre dans chaque union locale, sera publié sous forme d'une brochure renfermant une copie de l'amendement ou des amendements sur lesquels le vote a été pris et seront distribuées à toutes les unions locales de la même façon que le rapport financier mensuel. Il sera illégal pour toute union locale de rapporter des membres comme ayant voté lors d'un référendum sauf si ces derniers sont présents et votent. Toute union locale ou tout dirigeant d'une union qui conspire pour faire délibérément un faux rapport des votes exprimés lors d'un référendum sera sujet à des accusations selon la section 51 de la constitution de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique.

BIENS

Section 58. Tous les officiers, agents d'affaires et agents d'affaires adjoints, au terme de leur mandat, ou lorsque renvoyés ou suspendus selon la section 51D, ou lorsque leurs postes sont déclarés vacants, remettront à leurs successeurs tous les livres, papiers, sommes d'argent et autres biens en leur possession et appartenant à la Fraternité unie, et ils ne seront pas relevés de leur cautionnement ou de leur obligation jusqu'à ce que ce règlement ait été observé. Un officier financier aura le droit à une vérification de ses livres et dossiers financiers avant de les remettre à son successeur. Dans le cas où une vérification n'est pas effectuée selon ce qui précède, l'officier financier successeur aura le droit de

soumettre les dossiers financiers de son prédécesseur à une vérification. La remise des livres et des dossiers financiers aux syndics ou à un vérificateur choisi par l'union locale ou par le conseil sera considérée comme remplissant les exigences de cette section. Les frais d'une telle vérification seront payés par l'union locale ou par le conseil.

RÉGIME DE RETRAITE

A Section 59. La Fraternité unie établira et maintiendra un régime de retraite pour les officiers et les représentants éligibles, incluant tous les autres employés requis pour maintenir le statut du régime en tant que fiducie exempte d'impôt selon les dispositions du code du Service du revenu interne des États-Unis. Le régime de retraite portera le nom de «Régime de retraite de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique».

B La Fraternité unie et chaque union locale, conseil de district, régional, d'état ou provincial paieront, mensuellement, aux syndics du régime de retraite un montant équivalent à 13 pour cent de la rémunération mensuelle brute de chaque officier, représentant et employé couvert sous ce régime; ce paiement sera une appropriation permanente et ne nécessitera pas de vote de la Fraternité unie, de l'union locale ou du conseil. Le conseil exécutif général est autorisé à augmenter le montant des cotisations à verser.

C Les syndics du régime de retraite seront nommés par le président général avec l'approbation du conseil exécutif général.

CODIFICATION

Section 60. Tous les statuts ou toutes les parties de statuts adoptés dans le passé par la Fraternité unie, ainsi que toutes les décisions permanentes du conseil exécutif général étant en conflit avec la constitution de la Fraternité unie, sont par les présentes révoqués et le conseil exécutif général est autorisé et aura le

pouvoir, par les présentes, d'effectuer tous les changements nécessaires résultant du vote des délégués au congrès de la Fraternité unie.

DÉCISIONS PERMANENTES DU CONSEIL EXÉCUTIF GÉNÉRAL

- 1887 15 février.** - Une union ne tenant pas d'assemblée au moins une fois par mois perdra sa charte et ne sera pas éligible aux bénéfices.
- 17 septembre.** - Les salaires à échelle variable vont à l'encontre des principes syndicaux et du bien-être du métier, et aucune union locale ne devrait adopter un système de salaires gradués.
- 1888 18 mars.** - Une union locale a le droit d'imposer une amende aux membres absents aux assemblées.
- 1891 - 16 juillet.** - Comme pour un membre suspendu, une union locale suspendue n'est pas éligible aux dons. Une union locale suspendue n'est pas éligible aux dons autre que ceux auxquels une nouvelle union locale a droit.
- 1897 7 avril.** - Seuls les unions locales et les conseils de district de la Fraternité unie peuvent émettre des cartes de travail et ce, sans frais discriminatoires pour les membres de l'extérieur, peu importe la localité de l'union locale.
- 9 avril.** - Les membres sont liés par chaque partie du rituel, autant que par la constitution et les statuts de la Fraternité unie.
- 1898 5 avril.** - Les membres enfreignant les règles du métier et étant en grève ne sont pas éligibles aux bénéfices de grève.

RÈGLES PARLEMENTAIRES

Règle 1. Par motion, l'ordre du jour régulier (voir l'intérieur de la page couverture) peut être suspendu en tout temps par un vote des deux tiers de l'assemblée pour traiter d'une question urgente.

Règle 2. Toutes les résolutions et les démissions doivent être soumises par écrit.

Règle 3. Toute conversation, murmurée ou autrement, ayant pour objet de déranger un membre lorsqu'il a la parole ou de déranger le déroulement des affaires, sera considérée hors d'ordre.

Règle 4. En aucun cas les discussions sectaires ou de politique partisane seront permises aux assemblées.

Règle 5. Toute question de nature parlementaire, non prévue par ces règles, sera tranchée selon le Manuel Robert.

MOTIONS

Règle 6. Pour qu'une motion soit retenue par la présidence, elle doit être secondée et le proposeur ainsi que le secondeur doivent se lever pour être reconnus par la présidence.

Règle 7. Tout membre proposant une motion peut la retirer avec le consentement du secondeur, sauf qu'une motion ayant été débattue, ne peut être retirée que par un vote des deux tiers.

Règle 8. Une motion d'amender un amendement sera recevable, mais aucune motion d'amender un amendement à un amendement ne sera permise.

Règle 9. Un membre peut demander qu'une proposition soit divisée, si son contenu le permet.

DÉBAT

Règle 10. Une motion ne pourra être débattue avant d'avoir été énoncée par la présidence.

Règle 11. Un membre désirant la parole doit se lever et s'adresser respectueusement à la présidence, et s'il est reconnu par la présidence, aura la parole.

Règle 12. Si deux ou plus de membres se lèvent en même temps pour parler, la présidence décidera qui a la parole.

Règle 13. Chaque membre ayant la parole devra restreindre ses remarques à la proposition débattue et évitera toute remarques personnelles, inconvenantes ou sarcastiques.

Règle 14. Aucun membre n'interrompra un autre lorsque ce dernier a la parole, sauf pour un point d'ordre, devra définitivement énoncer son point et la présidence en décidera sans débat.

Règle 15. Si un membre ayant la parole est appelé à l'ordre, il reprendra son siège jusqu'à ce que le point d'ordre soit décidé, et s'il est jugé en ordre, il reprendra la parole.

Règle 16. Un membre se sentant personnellement lésé par une décision de la présidence peut en appeler auprès de l'union locale.

Règle 17. Lorsqu'une décision de la présidence en est appelée, le vice-président prendra la présidence et énoncera aux membres l'appel en ces termes : «Est-ce que la décision de la présidence doit être retenue comme décision de l'union locale?». Le membre aura

alors le droit d'énoncer les raisons de son appel et la présidence donnera les raisons de sa décision, l'union locale votera ensuite sur l'appel sans autre débat, et un vote majoritaire sera requis pour affirmer l'appel.

Règle 18. Aucun membre ne pourra parler plus d'une fois sur le même sujet jusqu'à ce que tous les membres désirant la parole aient parlé et ce, pas plus de deux fois, sans le consentement unanime, et pour pas plus de cinq minutes à chaque fois.

Règle 19. L'officier présidant ne pourra se prononcer sur aucun sujet à moins de se retirer de la présidence, sauf pour les points d'ordre et pour les appels des décisions de la présidence et, dans les cas d'égalité dans le vote, il aura le vote décisif.

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Règle 20. Lorsqu'une proposition est débattue devant l'assemblée, aucune motion ne sera recevable sauf (1) pour ajourner, (2) pour déposer la proposition (3) pour poser la question préalable, (4) pour la reporter à un moment fixé, (5) pour la référer ou réengager, (6) pour l'amender. Toutes ces motions auront préséance dans l'ordre indiqué. Les trois premières de ces motion ne feront pas l'objet de discussions.

Règle 21. Lorsque la question préalable est proposée et secondée, elle le sera dans cette forme «Est-ce que la question principale doit être posée maintenant?». Si adoptée, toute autre motion, amendement ou débat sera exclu et la question principale sera posée sans délai.

Règle 22. Si une proposition a été amendée, la question sur l'amendement sera posée en premier. Si plus d'un amendement ont

été proposés, le vote se prendra comme suit : (1) l'amendement de l'amendement, (2) l'amendement, (3) la proposition originale.

Règle 23. Lorsqu'une proposition est reportée indéfiniment, elle ne peut revenir sur le plancher que par un vote des deux tiers.

Règle 24. Un motion d'ajournement sera toujours recevable, sauf (1) lorsqu'un membre a la parole, (2) lorsque les membres votent, (3) lorsqu'il a été décidé de prendre la question préalable.

LE VOTE

Règle 25. Avant de mettre une proposition au vote, l'officier président demandera «Est-ce que l'union est prête pour la question?» Il y aura une période de débat. Si personne ne se lève pour parler, la présidence posera la question de cette façon : «Que tous ceux qui sont en faveur disent oui» et à la suite de l'expression du vote affirmatif, «Ceux qui sont d'opinion contraire disent Non». Après que le vote a eu lieu, la présidence annoncera immédiatement le résultat.

Règle 26. Lorsque l'officier président a débuté le vote, aucun autre débat ou remarque ne sera permis à moins qu'une erreur ait été commise, dans tel cas l'erreur sera rectifiée et la présidence reprendra le vote.

Règle 27. Avant que la présidence déclare le résultat d'un vote sur une proposition, un membre peut demander que le vote se prenne sur division de la salle, alors la présidence devra accéder à cette demande et un vote debout sera conduit, et le conducteur comptera les votes.

Règle 28. Chaque membre présent devra voter sur toutes les questions à moins d'être impliqué personnellement ou d'en être excusé par l'union.

Règle 29. Lorsqu'il s'agira de combler un blanc, la question portera d'abord sur la plus grosse somme ou nombre, ou le temps le plus long ou le plus récent.

Règle 30. Lorsqu'une question a été décidée, elle peut seulement être reconsidérée au cours de la même assemblée ou lors de la prochaine assemblée régulière.

Règle 31. Une motion de reconsidération doit être proposée et secondée par des membres qui ont voté du côté majoritaire.

Règle 32. Toutes les propositions, à moins de disposition contraire, seront décidées à la majorité des voix.

ENGAGEMENT

De mon plein gré, je prends l'engagement solennel et promets sur l'honneur de ne rien révéler des affaires de la Fraternité unie, ni par mes paroles, ni par mes gestes, sauf dans les cas où la loi m'autorise à le faire. Je promets de me conformer à la constitution et aux statuts de la Fraternité unie, de me plier aux décisions de la majorité des membres, de respecter les règlements et les règles de métier établis par les unions locales et les conseils affiliés à la Fraternité unie ainsi que de saisir toute occasion honnête de procurer du travail à mes confrères et consœurs de la Fraternité unie. Je m'engage, chaque fois que la chose est possible, à exiger des biens portant l'étiquette de fabrication syndicale ou des services fournis par des syndiqués ainsi qu'à confier du travail à des syndiqués. Je conviens en outre que s'il est découvert que j'ai fourni des renseignements trompeurs quant à mon admissibilité en tant que membre, je serai radié à vie des rangs de la Fraternité et perdrai tous mes droits relatifs au versement de dons. Je fais le serment d'obéir aux décisions des autorités de la Fraternité unie, de me conduire avec dignité pendant les assemblées, de me montrer respectueux par mes paroles et mes gestes ainsi que de témoigner de la compassion à mes confrères et consœurs de la Fraternité unie. Je fais le serment, sur l'honneur le plus sacré, de respecter en tous points cet engagement tant et aussi longtemps que je serai un membre de la Fraternité unie. Je promets enfin de ne jamais joindre ni appuyer de quelque manière que ce soit une organisation cherchant à nuire aux activités d'une union locale, d'un conseil de district, d'un conseil régional, d'un conseil d'état, d'un conseil provincial ou du conseil international de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique.

LE PRÉSIDENT (à l'intention du nouveau membre) – *Vous êtes officiellement admis au sein de la Fraternité unie des charpentiers menuisiers d'Amérique et pouvez désormais prétendre à tous les droits, avantages et privilèges que confère aux membres la constitution de la Fraternité unie. Comme vous vous êtes acquitté de toutes les obligations qui incombent à un membre de la Fraternité unie, nous vous accueillons au sein de notre confrérie, vous dévoilons la marche à suivre pour assister aux réunions de votre union locale et vous confions le mot de passe trimestriel auquel vous avez maintenant droit. Pour assister aux réunions de votre union locale, vous devez cogner deux fois sur le côté intérieur de la porte et indiquer au gardien le mot de passe trimestriel.*

[Le président confie le mot de passe trimestriel à chacun des nouveaux membres. Il retourne ensuite à sa place, puis donne UN COUP SEC quand les membres retournent à leur place. Il s'adresse ensuite au conducteur.]

LE PRÉSIDENT – *M. le conducteur, je vous invite à conduire notre nouveau confrère (notre nouvelle consœur) au bureau du secrétaire financier pour qu'il (qu'elle) puisse lui donner son nom et son adresse ainsi que se conformer à toute autre exigence prévue par la constitution et les statuts de la Fraternité unie. Notre confrère (notre consœur) recevra ensuite sa carte de membre*

[REMARQUE – Dans l'intervalle, le secrétaire financier doit préparer les cartes de membre, de manière à éviter les délais inutiles. Une fois ces formalités remplies, le conducteur reconduit les nouveaux membres à leur place.]

CÉRÉMONIE D'INSTALLATION

(Installation des officiers généraux, locaux ou de district.)

[REMARQUE – Le président cède sa place au responsable de l'installation qu'il a désigné, et celui-ci appelle les officiers élus et leur demande de se placer devant lui. Il donne TROIS COUPS SECS, et les autres membres se lèvent. Il fait alors lecture de l'engagement suivant aux nouveaux officiers.]

RESPONSABLE DE L'INSTALLATION – *Chers confrères et consœurs, veuillez lever la main droite et répéter après moi l'engagement suivant, en remplaçant mon nom par le vôtre :*

«Je, _____ fait le serment solennel, sur l'honneur et en présence des membres de cette Fraternité réunies ici aujourd'hui, de remplir mes attributions conformément aux exigences de la constitution et de ses statuts. Je m'engage en outre à remettre à mon successeur tous les livres, documents et autres articles de la Fraternité unie qui seront en ma possession au terme de mon mandat, à moins qu'une maladie ou un autre incident fortuit ne m'y empêche. Je prends cet engagement en toute bonne foi et en étant pleinement conscient qu'en y contrevenant, je pourrai à bon droit être considéré par mes confrères et consœurs comme une personne sans principes, dénuée de tous sens de l'honneur et ne méritant que leur mépris.»

[Après le prononcé des engagements, le responsable de l'installation donne UN COUP SEC, et les membres s'assoient. Il s'adresse alors aux nouveaux officiers élus.]

RESPONSABLE DE L'INSTALLATION – *Chers confrères et consœurs, vous avez été choisis par cette Fraternité pour occuper un poste d'officier, et vous pouvez désormais vaquer à ces fonctions*

avec fierté. Je vous invite maintenant à vous rendre à votre lieu de travail respectif et à accomplir les fonctions qui vous sont assignées par la constitution de la Fraternité unie et ses statuts.

[Le responsable de l'installation cède alors sa place au président en exercice.]

POSITIONS

1. Service municipal totalement dénué de politique partisane, détention d'un poste pour bonne conduite et promotion pour service méritoire.
2. Huit heures de travail pour tous les employés travaillant directement ou indirectement à des travaux municipaux.
3. Paiement hebdomadaire des salaires et salaire égal aux femmes pour travail égal aux hommes.
4. Revision et simplification des lois municipales.
5. Législation directe par l'entremise d'initiatives et de référendum.
6. Inspections de santé et de sécurité de tous les lieux de travail.
7. Abolition du travail à contrat des prisonniers.
8. Interdiction du travail d'enfants de moins de 17 ans.
9. Éducation obligatoire.
10. Versement des salaires en argent légal.
11. Interdiction de propriété de terrain par des étrangers.
12. Adoption de lois exigeant l'élection de tous les officiers publics par vote direct du peuple.